

COMMUNIQUÉ FINANCIER

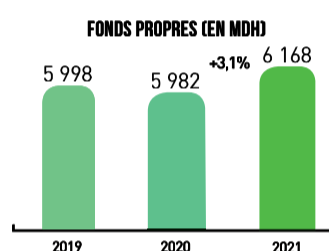
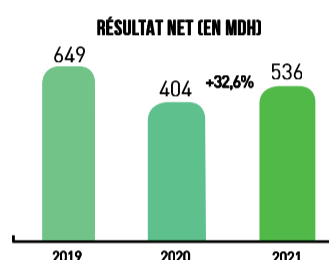
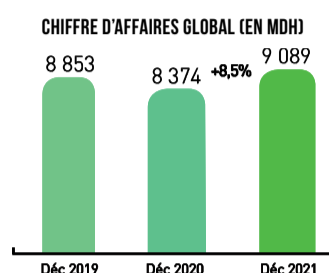
RÉSULTATS SOCIAUX ANNUELS 2021



تأمين الوفاء
Wafa Assurance

Le Conseil d'Administration de Wafa Assurance s'est réuni le lundi 14 mars 2022, sous la Présidence de Monsieur Mohamed Ramses ARROUB, en vue d'examiner l'activité de la compagnie et d'arrêter les comptes au 31 décembre 2021.

Croissance du chiffre d'affaires portée aussi bien par l'activité Vie que par l'activité Non-Vie. Résultats en progression en raison de l'amélioration des indicateurs techniques et la performance des marchés financiers.



Résultats sociaux

Croissance de l'activité portée par la performance de l'activité Vie et la bonne tenue de l'activité Non-Vie.

En 2021, le chiffre d'affaires de Wafa Assurance franchit un nouveau palier et ressort à **9 089 MDH**, en progression de **+8,5%** par rapport à 2020.

L'activité Vie ressort à **5 005 MDH** en progression de **+14,5%** tirée par la croissance de l'activité Epargne avec la poursuite du développement des unités de compte et la performance des produits Prévoyance.

L'activité Non-Vie progresse de **+2,0%**, à **4 084 MDH** portée par la performance du marché de l'assurance des Entreprises.

Le résultat net ressort à **536 MDH** en progression de **32,6%** par rapport à 2020 et se situe à **83%** du résultat net réalisé au 31 décembre 2019, et ce en raison de l'amélioration des indicateurs techniques et la reprise des marchés financiers.

Le résultat Vie ressort à **421 MDH** en recul de **4,9%** suite à la hausse de la sinistralité.

Le résultat Non-Vie s'établit à **188 MDH** en baisse de **28,1%**, marqué par le retour de la sinistralité à des niveaux plus élevés que l'année 2020, année de la pandémie, et par la reprise des marchés financiers.

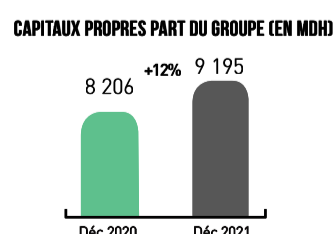
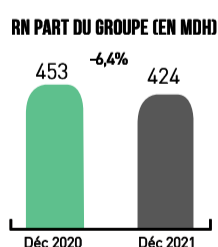
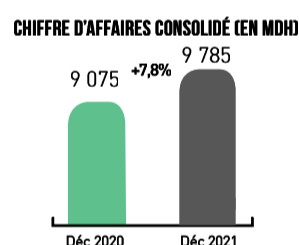
Compte tenu par ailleurs de l'amélioration du résultat non technique, le résultat net de la compagnie au titre de 2021 s'établit à **536 MDH** en progression de **32,6%**. Le ROE ressort ainsi à **9,5%**.

Les fonds propres s'élèvent à **6 168 MDH** en hausse de **3,1%**.

Au vu des résultats enregistrés et des perspectives de la compagnie, le Conseil d'Administration décide de proposer à l'Assemblée Générale Ordinaire, convoquée pour le 11 Mai 2022 à 11h00, la distribution au titre de l'exercice 2021, d'un dividende de 120 dirhams par action.

RÉSULTATS CONSOLIDÉS EN NORMES IFRS 2021

Le groupe Wafa Assurance arrête et publie pour la première fois ses comptes consolidés en normes IFRS au 31 décembre 2021. Le périmètre de consolidation intègre les filiales du groupe au Maroc et à l'international.



Périmètre de consolidation

Entité	Activité	Pays	Méthode de consolidation
Wafa assurance	Assurance	Maroc	Mère
Wafa Ima Assistance	Assistance	Maroc	Intégration Globale
Attijari Assurance	Assurance	Tunisie	Intégration Globale
Wafa Assurance Vie Sénégal	Assurance	Sénégal	Intégration Globale
Wafa Assurance Vie Côte d'ivoire	Assurance	Côte d'ivoire	Intégration Globale
Wafa Assurance Vie Cameroun	Assurance	Cameroun	Intégration Globale
Wafa Assurance Non Vie Sénégal	Assurance	Sénégal	Intégration Globale
Wafa Assurance Non Vie Côte d'ivoire	Assurance	Côte d'ivoire	Intégration Globale
Pro Assur	Assurance	Cameroun	Intégration Globale
FCP Expansion	OPCVM Dédié	Maroc	Intégration Globale
FCP Sécurité	OPCVM Dédié	Maroc	Intégration Globale
FCP Optimisation	OPCVM Dédié	Maroc	Intégration Globale
FCP Stratégie	OPCVM Dédié	Maroc	Intégration Globale
Fructi Valeurs	OPCVM Dédié	Maroc	Intégration Globale
Société Immobilière Panorama	Immobilier	Maroc	Intégration Globale

Résultats consolidés en Normes IFRS

Le chiffre d'affaires consolidé de l'exercice 2021 ressort à **9 785 MDH** en hausse de **7,8%** porté par la croissance de l'activité au Maroc et la bonne performance des filiales Vie à l'international. La contribution des filiales dans le chiffre d'affaires consolidé se renforce en 2021 à **14,1%** vs **12,5%** en 2020.

Le RNPG de l'exercice 2021 ressort à **424 MDH** vs **453 MDH** en 2020 en retrait de **6,4%** sous l'effet du retour de la sinistralité Non-vie aux niveaux historiques après la baisse enregistrée en 2020 liée aux effets du confinement et l'augmentation de la sinistralité en Vie.

Les capitaux propres part du groupe s'élèvent à **9 195 MDH** au 31 décembre 2021 vs. **8 206 MDH** en 2020 et se renforcent de **12%** sous l'effet du renforcement des plus-values latentes sur les actifs financiers du groupe.

Wafa Assurance confirme ainsi son leadership et la solidité de ses fondamentaux, et poursuit le développement de ses activités. Le Conseil d'Administration félicite les équipes de Wafa Assurance ainsi que les réseaux partenaires pour les résultats réalisés au titre de 2021.

Contact : information.financiere@wafaassurance.co.ma
Lien internet : <https://www.wafaassurance.ma/fr/compagnie-assurance-maroc>



تامين الوفاء
Wafa Assurance

AVIS DE REUNION DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ANNUELLE

FIXATION DE LA DATE ET DE L'ORDRE DU JOUR DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ANNUELLE

Les actionnaires de Wafa Assurance sont priés d'assister à son Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra le Mercredi 11 mai 2022 à 11 heures au siège social, sis 1, Boulevard Abdelmoumen – Casablanca et par visio-conférence en vue de délibérer et statuer sur l'ordre du jour suivant :

1. Rapports du Conseil d'Administration et des Commissaires aux Comptes au titre de l'exercice 2021 ;
2. Approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2021 ;
3. Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions visées à l'article 56 de la loi 17/95 relative aux sociétés anonymes telle que modifiée et complétée par la loi 20/95 et la loi 78/12 ;
4. Affectation du résultat de l'exercice ;
5. Quitus aux administrateurs et aux commissaires aux comptes ;
6. Renouvellement de mandats d'administrateurs ;
7. Nomination d'un nouvel administrateur ;
8. Fixation des jetons de présence alloués au Conseil d'Administration ;
9. Pouvoirs à conférer.

Les détenteurs d'actions au porteur doivent fournir au siège de la société une attestation émanant d'un organisme bancaire ou d'une société de bourse agréée, justifiant la qualité de l'actionnaire et ce, au plus tard cinq (5) jours avant la tenue de l'Assemblée ;

Les titulaires d'actions nominatives, pour être admis à l'Assemblée, sont tenus d'être inscrits, cinq (5) jours avant la tenue de l'Assemblée, dans les registres de la société.

Conformément à l'article 121 de la loi 17-95 relative aux sociétés anonymes telle que modifiée et complétée par les lois 20-05, 78-12 et 20-19, les actionnaires détenteurs du pourcentage d'actions prévu par l'article 117, disposent d'un délai de 10 jours à compter de la publication du présent avis pour demander l'inscription de projets de résolutions à l'ordre du jour de l'Assemblée.

Le Conseil d'Administration

AVIS DE PARTICIPATION A L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ANNUELLE DE Wafa ASSURANCE DU MERCREDI 11 MAI 2022

Les actionnaires de Wafa Assurance sont priés d'assister à l'Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra le Mercredi 11 Mai 2022 à 11 heures au siège social, sis 1, Boulevard Abdelmoumen – Casablanca. Les actionnaires de Wafa Assurance peuvent également participer à l'Assemblée Générale par visio-conférence.

La participation par visio-conférence est soumise à l'envoi préalable d'une demande de participation à l'adresse ago2021@wafaassurance.co.ma, cinq (5) jours avant la tenue de l'Assemblée, accompagnée impérativement des pièces suivantes :

- 1- Une pièce d'identité numérisée ;
- 2- Une attestation de blocage des actions numérisées ;
- 3- Le bulletin de vote disponible sur le site www.wafaassurance.ma dûment rempli et renseigné ;

Une fois la demande envoyée, un courriel de confirmation précisant les identifiants de la visio-conférence ainsi qu'un code d'identification sera transmis à l'actionnaire.

Modalités de vote à l'Assemblée Générale

Les détenteurs d'actions au porteur doivent fournir au siège de la société une attestation émanant d'un organisme bancaire ou d'une société de bourse agréée, justifiant de la qualité de l'actionnaire et ce, au plus tard cinq (5) jours avant la tenue de l'assemblée.

Les titulaires d'actions nominatives, pour être admis à l'Assemblée sont tenus d'être inscrits, cinq (5) jours avant la

tenue de l'Assemblée, dans les registres de la société.

Les actionnaires présents à l'Assemblée Générale participent en leur nom propre, au vote du projet des résolutions qui leur sont soumises. Ils peuvent également participer à ce vote au nom des actionnaires représentés, suivant les modalités ci-après définies. Enfin, les actionnaires qui ne peuvent ni participer à cette assemblée, ni se faire représenter par un autre actionnaire, peuvent participer au vote, au moyen du formulaire de vote par correspondance.

▪ **Vote par procuration** : Les actionnaires qui ne peuvent participer à cette Assemblée ni voter par correspondance, peuvent se faire représenter par le Président de l'assemblée et actionnaire de la Société ou par tout autre actionnaire en remplissant le formulaire de pouvoirs et en procédant à sa signature, dont le modèle est disponible et peut être téléchargé sur le site internet de Wafa Assurance : www.wafaassurance.ma.

La procuration doit être accompagnée de l'attestation originale de propriété des actions, délivrée par l'organisme dépositaire de celles-ci et, devra être envoyée par courrier recommandé avec accusé de réception à l'adresse du siège de Wafa Assurance et par courriel à l'adresse ago2021@wafaassurance.co.ma, au moins trois (3) jours ouvrés avant la réunion de l'Assemblée Générale, soit au plus tard le 6 Mai 2022.

▪ **Vote par correspondance** : Les actionnaires qui ne peuvent participer à cette Assemblée peuvent voter au moyen du formulaire

de vote par correspondance. Ce formulaire peut être téléchargé sur le site internet de Wafa Assurance : www.wafaassurance.ma.

Le formulaire de vote par correspondance dûment complété, signé et cacheté, le cas échéant, pour les actionnaires personnes morales, doit être accompagné de l'attestation originale délivrée par l'organisme dépositaire des actions et devra être envoyé par courrier recommandé avec accusé de réception à l'adresse du siège de Wafa Assurance et par courriel à l'adresse ago2021@wafaassurance.co.ma, au moins trois (3) jours ouvrés avant la réunion de l'Assemblée Générale soit au plus tard le 6 Mai 2022.

Les formulaires ne donnant aucun sens de vote ou exprimant une abstention ne seront pas pris en considération pour le calcul de la majorité des voix.

Le formulaire de vote par correspondance adressé à la Société pour une assemblée vaut pour les assemblées successives convoquées avec le même ordre du jour.

Tout actionnaire ayant voté par correspondance ou ayant adressé un pouvoir, n'aura plus la possibilité de choisir un autre mode de participation à l'assemblée générale.

Compte tenu des circonstances exceptionnelles de l'épidémie du coronavirus (Covid-19), les documents requis par la loi 17-95 telle que modifiée et complétée sont mis à la disposition des actionnaires sur le site internet de la Société www.wafaassurance.ma.

PROJET DE RESOLUTIONS

conseil d'administration, d'affecter le bénéfice net de l'exercice 2021 comme suit :

- Bénéfice net de l'exercice 2021	: 536.459.748,19
- Report à nouveau 2021	: 4.670.973.253,07
- Montant distribuable	: 5.207.433.001,26
- Réserve légale	: -
- Dividende	: 420.000.000,00
- Réserve facultative	: -
- Report à nouveau	: 4.787.433.001,26

Le dividende ordinaire de l'exercice 2021 est fixé à **120 Dirhams par action**.

Le dividende ainsi fixé sera mis en paiement à partir du **lundi 20 Juin 2022** aux guichets d'Attijariwafa bank.

CINQUIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale donne quitus entier et définitif de leurs mandats aux administrateurs et aux commissaires aux comptes au titre de l'exercice 2021.

SIXIEME RESOLUTION

L'Assemblée générale prend acte que les mandats d'administrateurs de Monsieur Mohamed EL KETTANI, Monsieur Boubker JAI, Monsieur Aymane TAUD et Monsieur Gilles DUPIN arrivent à échéance à l'issue de la présente Assemblée et décide, sur proposition

du Conseil d'Administration, de le renouveler pour une période de six ans.

Ces mandats viendront à expiration à la date de l'Assemblée Générale Ordinaire qui statuera sur les comptes de l'exercice 2027.

SEPTIEME RESOLUTION

L'Assemblée générale nomme en qualité d'Administrateur indépendant Madame Rachida BENABDALLAH pour une durée statutaire de 6 ans, soit jusqu'à la date de l'Assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2027.

HUITIEME RESOLUTION

L'assemblée Générale décide d'allouer aux membres du Conseil d'Administration annuellement, à partir de l'exercice 2021 et jusqu'à nouvelle décision, la somme globale brute de 3.000.000 DH.

Le Conseil d'Administration répartira cette somme entre ses membres, dans les proportions qu'il jugera convenables.

NEUVIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait des présentes pour accomplir toutes les formalités légales prescrites par la loi.

| Filiale d'Attijariwafa bank



تأمين الوفاء
Wafa Assurance

RÉSULTATS ANNUELS 2021

BILAN

ACTIF	31/12/2021			31/12/2020
	Brut	Amort./Prov.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	41 087 251 627,81	1 437 186 748,12	39 650 064 879,69	36 432 537 082,66
Immobilisation en non-valeurs	159 558 663,26	72 147 110,12	87 411 553,14	101 247 157,29
Frais préliminaires	-	-	-	-
Charges à répartir sur plusieurs exercices	159 558 663,26	72 147 110,12	87 411 553,14	101 247 157,29
Primes de remboursement des obligations	-	-	-	-
Immobilisations incorporelles	324 206 941,84	155 146 521,47	169 060 420,37	145 869 608,53
Immobilisation en recherche et développement	-	-	-	-
Brevets, marques, droits et valeurs similaires	296 225 304,94	155 146 521,47	141 078 783,47	130 380 939,43
Fonds commercial	-	-	-	-
Autres immobilisations incorporelles	27 981 636,90	-	27 981 636,90	15 488 669,10
Immobilisations corporelles	377 569 829,15	290 985 135,57	86 584 693,58	96 326 883,89
Terrains	5 305 580,00	-	5 305 580,00	5 305 580,00
Constructions	82 788 082,77	64 266 021,56	18 522 061,21	22 834 727,33
Installations techniques, matériel et outillage	10 938 265,26	6 285 428,92	4 652 836,34	5 121 485,46
Matériel de transport	1 833 803,23	1 491 691,25	342 111,98	508 238,26
Mobilier, matériel de bureau et aménagements divers	261 459 469,23	218 941 993,94	42 517 475,29	47 512 285,08
Autres immobilisations corporelles	1 497 045,96	-	1 497 045,96	1 497 045,96
Immobilisations corporelles en cours	13 747 582,70	-	13 747 582,70	13 547 551,80
Immobilisations financières	1 450 621 642,73	80 379 881,20	1 370 241 761,53	651 627 121,04
Prêts immobilisés	-	-	-	-
Autres créances financières	534 522 649,66	-	534 522 649,66	5 520 249,66
Titres de participation	-	-	-	-
Autres titres immobilisés	916 098 993,07	80 379 881,20	835 719 111,87	646 106 871,38
Placements affectés aux opérations d'assurance	38 775 294 550,83	838 528 099,76	37 936 766 451,07	35 437 466 311,91
Placements immobiliers	1 053 330 389,48	311 268 944,62	742 061 444,86	615 597 533,03
Obligations, bons et titres de créances négociables	13 979 425 318,95	100 000 000,00	13 879 425 318,95	11 717 274 791,82
Actions et parts sociales	19 571 560 160,95	374 274 993,57	19 197 285 167,38	18 616 992 106,51
Prêts et effets assimilés	713 560 467,51	52 984 161,57	660 576 305,94	563 063 751,09
Dépôts en comptes indisponibles	1 997 386 611,86	-	1 997 386 611,86	3 131 367 001,44
Placements affectés aux contrats en unités de compte	1 362 153 742,61	-	1 362 153 742,61	680 863 219,59
Dépôts auprès des cédants	-	-	-	-
Autres placements	97 877 859,47	-	97 877 859,47	112 307 908,43
Ecarts de conversion - actif	-	-	-	-
Diminution de créances immobilisées et des placements	-	-	-	-
Augmentation des dettes de financement et des provisions techniques	-	-	-	-
ACTIF CIRCULANT (hors trésorerie)	8 723 148 168,96	1 415 838 633,80	7 307 309 535,16	7 990 953 915,60
Part de cessionnaires dans les provisions techniques	2 064 970 248,00	-	2 064 970 248,00	1 796 025 326,00
Provisions pour primes non acquises	260 917 143,00	-	260 917 143,00	165 602 496,00
Provisions pour sinistres à payer	1 344 133 504,00	-	1 344 133 504,00	1 168 896 526,00
Provisions des assurances vie	452 302 860,00	-	452 302 860,00	455 194 053,00
Autres provisions techniques	7 616 741,00	-	7 616 741,00	6 332 251,00
Créances de l'actif circulant	5 326 660 140,20	1 415 838 633,80	3 910 821 506,40	4 196 201 290,83
Cessionnaires et comptes rattachés débiteurs	106 847 103,63	-	106 847 103,63	47 623 898,56
Assurés, intermédiaires, cédants, coassureurs et comptes rattachés débiteurs	3 369 510 538,43	1 408 037 559,12	1 961 472 979,31	2 359 080 507,36
Personnel débiteur	6 984 568,68	-	6 984 568,68	1 373 401,50
Etat débiteur	523 694 860,39	-	523 694 860,39	515 657 854,19
Comptes d'associés débiteurs	-	-	-	-
Autres débiteurs	753 850 609,59	6 000 000,00	747 850 609,59	601 217 267,74
Comptes de régularisation-actif	565 772 459,48	1 801 074,68	563 971 384,80	671 248 361,48
Titres et valeurs de placement (non affectés aux opérations d'assurance)	1 331 517 780,76	-	1 331 517 780,76	1 998 727 298,77
Ecarts de conversion - actif (éléments circulants)	-	-	-	-
TRESORERIE	311 954 589,18	-	311 954 589,18	460 076 475,91
Trésorerie-actif	311 954 589,18	-	311 954 589,18	460 076 475,91
Chèques et valeurs à encaisser	28 040 370,44	-	28 040 370,44	78 811 703,16
Banques, TGR, C.C.P.	283 913 922,84	-	283 913 922,84	381 026 171,50
Caisses, régies d'avances et accreditifs	295,90	-	295,90	238 601,25
TOTAL GENERAL	50 122 354 385,95	2 853 025 381,92	47 269 329 004,03	44 883 567 474,17

PASSIF	31/12/2021		31/12/2020
	Brut	Net	Net
FINANCEMENT PERMANENT	44 251 330 416,72	41 880 897 274,90	41 880 897 274,90
Capitaux propres	6 168 433 001,26	5 981 973 253,07	5 981 973 253,07
Capital social ou fonds d'établissement	350 000 000,00	350 000 000,00	350 000 000,00
à déduire : Actionnaires, capital souscrit non appelé	-	-	-
Capital appelé, (dont verse...)	-	-	-
Primes d'émission, de fusion, d'apport	-	-	-
Ecarts de réévaluation	-	-	-
Réserve légale	35 000 000,00	35 000 000,00	35 000 000,00
Autres réserves	576 000 000,00	576 000 000,00	576 000 000,00
Report à nouveau (1)	4 670 973 253,07	4 616 517 352,73	4 616 517 352,73
Fonds social complémentaire	-	-	-
Résultats nets en instance d'affectation (1)	-	-	-
Résultat net de l'exercice (1)	536 459 748,19	404 455 900,34	404 455 900,34
Capitaux propres assimilés	-	-	-
Provisions réglementées	-	-	-
Dettes de financement	3 728 329,92	3 728 329,92	3 728 329,92
Emprunts obligataires	-	-	-
Emprunts pour fonds d'établissement	-	-	-
Autres dettes de financement	3 728 329,92	3 728 329,92	3 728 329,92
Provisions durables pour risques et charges	60 000 000,00	80 000 000,00	80 000 000,00
Provisions pour risques	-	-	-
Provisions pour charges	60 000 000,00	80 000 000,00	80 000 000,00
Provisions techniques brutes	38 019 169 085,54	35 815 195 691,91	35 815 195 691,91
Provisions pour primes non acquises	889 426 274,00	798 534 249,00	798 534 249,00
Provisions pour sinistres à payer	10 107 346 455,17	9 200 189 238,13	9 200 189 238,13
Provisions des assurances vie	24 256 037 568,27	23 630 219 121,28	23 630 219 121,28
Provisions pour fluctuations de sinistralité	603 977 005,79	811 689 186,79	811 689 186,79
Provisions pour aléas financiers	-	-	-
Provisions techniques des contrats en unités de compte	1 362 153 742,61	680 863 219,59	680 863 219,59
Provisions pour participations aux bénéfices	745 679 731,66	644 410 439,08	644 410 439,08
Provisions techniques sur placements	22 639 173,04	22 639 173,04	22 639 173,04
Autres provisions techniques	31 909 135,00	26 651 065,00	26 651 065,00
Ecarts de conversion - passif	-	-	-
Augmentation des créances immobilisées et des placements	-	-	-
Diminution des dettes de financement et des provisions techniques	-	-	-
PASSIF CIRCULANT (hors trésorerie)	3 017 832 054,74	3 002 670 199,27	3 002 670 199,27
Dettes pour espèces remises par les cessionnaires	431 107 132,04	339 886 295,34	339 886 295,34
Dettes pour espèces remises par les cessionnaires	431 107 132,04	339 886 295,34	339 886 295,34
Dettes de passif circulant	2 586 724 922,70	2 662 783 903,93	2 662 783 903,93
Cessionnaires et comptes rattachés créditeurs	154 187 101,62	178 505 133,68	178 505 133,68
Assurés, intermédiaires, cédants, coassureurs et comptes rattachés créditeurs	819 948 184,16	970 847 005,47	970 847 005,47
Personnel créditeur	36 147 871,83	18 899 927,11	18 899 927,11
Organismes sociaux créditeurs	20 972 389,40	18 276 082,89	18 276 082,89
Etat créditeur	239 199 828,67	375 025 254,43	375 025 254,43
Comptes d'associés créditeurs	108 505,04	108 185,04	108 185,04
Autres créanciers	687 527 909,55	553 348 120,10	553 348 120,10
Comptes de régularisation-passif	628 633 132,43	547 774 195,21	547 774 195,21
Autres provisions pour risques et charges	-	-	-
Ecarts de conversion - passif (éléments circulants)	-	-	-
TRESORERIE	166 532,57	-	-
Trésorerie-passif	166 532,57	-	-
Credits d'escompte	-	-	-
Credits de trésorerie	-	-	-
Banques	166 532,57	-	-
TOTAL GENERAL	47 269 329 004,03	44 883 567 474,17	44 883 567 474,17

I - COMPTE TECHNIQUE ASSURANCES VIE

Libellé	31/12/2021			31/12/2020
	Brut	Cessions	Net	Net
1 Primes	5 004 672 444,87	24 800 489,70	4 979 871 955,17	4 348 549 904,82
Primes émises	5 004 672 444,87	24 800 489,70	4 979 871 955,17	4 348 549 904,82
2 Produits techniques d'exploitation	62 288 377,01	-	62 288 377,01	53 750 802,56
Subventions d'exploitation	55 744 233,57	-	55 744 233,57	39 029 864,18
Autres produits d'exploitation	6 544 143,44	-	6 544 143,44	14 720 938,38
Reprises d'exploitation, transferts de charges	-	-	-	-
3 Prestations et frais	5 252 382 512,35	56 582 363,06	5 195 800 149,29	4 489 141 767,31
Prestations et frais payés	3 770 474 945,26	45 457 837,06	3 725 017 108,20	2 793 926 406,93
Variation des provisions pour sinistres à payer	183 090 853,53	14 015 719,00	169 075 134,53	89 478 990,73
Variation des provisions des assurances vie	625 818 446,97	-2 891 193,00	628 709 639,97	883 178 467,87
Variation des provisions pour fluctuations de sinistralité	-109 561 549,00	-	-109 561 549,00	15 251 205,00
Variation des provisions pour aléas financiers	-	-	-	-
Variation des provisions techniques des contrats en unités de compte	681 290 523,01	-	681 290 523,01	401 361 222,57
Variation des provisions pour participation aux bénéfices	101 269 292,58	-	101 269 292,58	305 945 474,21
Variation des autres provisions techniques	-	-	-	-
4 Charges techniques d'exploitation	471 360 839,25	-	471 360 839,25	436 468 559,12
Charges d'acquisition des contrats	339 462 774,80	-	339 462 774,80	305 306 865,72
Achats consommés de matières et fournitures	3 227 983,58	-	3 227 983,58	3 455 936,52
Autres charges externes	39 038 324,29	-	39 038 324,29	35 463 597,48
Impôts et taxes	10 603 449,90	-	10 603 449,90	10 197 346,63
Charges de personnel	55 942 792,00	-	55 942 792,00	61 275 060,24
Autres charges d'exploitation	1 528 213,95	-	1 528 213,95	1 599 650,62
Dotations d'exploitation	21 557 300,73	-	21 557 300,73	19 170 101,89
5 Produits des placements affectés aux opérations d'assurance	1 126 074 392,67	-	1 126 074 392,67	1 018 150 487,48
Revenus des placements	883 541 146,45	-	883 541 146,45	883 932 526,09
Gains de change	-	-	-	-
Produits des différences sur prix de remboursement à percevoir	7 152 907,90	-	7 152 907,90	7 220 141,16
Profits sur réalisation de placements	162 447 223,11	-	162 447 223,11	115 722 203,92
Ajustements de VARCUC (1)(plus-values non réalisées)	58 597 582,06	-	58 597 582,06	10 020 333,74
Profits provenant de la réévaluation des placements affectés	-	-	-	-
Intérêts et autres produits de placements	-	-	-	-
Reprises sur charges de placements ; Transferts de charges	14 335 533,15	-	14 335 533,15	1 255 282,57
6 Charges des placements affectés aux opérations d'assurance	80 540 842,98	-	80 540 842,98	52 491 882,78
Charges d'intérêts	-	-	-	-
Frais de gestion des placements	12 782 868,21	-	12 782 868,21	10 952 500,48
Pertes de change	-	-	-	-
Amortissement des différences sur prix de remboursement	32 872 371,91	-	32 872 371,91	19



RÉSULTATS ANNUELS 2021

III - COMPTE NON TECHNIQUE

Libellé	Opérations		Totaux 31/12/2021	31/12/2020
	Propres à l'exercice	Concernant les exercices précédents		
1 Produits non techniques courants	60 129 469,63	329 968,33	60 459 437,96	60 906 851,97
Produits d'exploitation non techniques courants	0,33		0,33	
Intérêts et autres produits non techniques courants	57 476 929,46		57 476 929,46	60 786 851,97
Produits des différences sur prix de remboursement à percevoir				
Autres produits non techniques courants	200 000,00	329 968,33	529 968,33	120 000,00
Reprises non techniques, transferts de charges	2 452 539,84		2 452 539,84	
2 Charges non techniques courantes	47 958 563,94	3 176 015,44	51 134 579,38	61 842 494,50
Charges d'exploitation non techniques courantes	4 775 326,72	3 176 015,44	7 951 342,16	7 329 076,28
Charges financières non techniques courantes	7 832 144,48		7 832 144,48	2 320 881,83
Amortissement des différences sur prix de remboursement				
Autres charges non techniques courantes				
Dotations non techniques courantes	35 351 092,74		35 351 092,74	52 192 536,39
Résultat non technique courant (1 - 2)			9 324 858,58	-935 642,53
3 Produits non techniques non courants	20 000 000,00	39 363,16	20 039 363,16	104 426 216,18
Produits des cessions d'immobilisations				
Subventions d'équilibre				
Profits provenant de la réévaluation des éléments d'actif				
Autres produits non courants		39 363,16	39 363,16	4 426 216,18
Reprises non courantes, transferts de charges	20 000 000,00		20 000 000,00	100 000 000,00
4 Charges non techniques non courantes	26 817 923,83	540 132,47	27 358 056,30	193 049 506,21
Valeurs nettes d'amortissements des immobilisations cédées				
Subventions accordées				
Pertes provenant de la réévaluation des éléments d'actif				
Autres charges non courantes	26 817 923,83	540 132,47	27 358 056,30	113 049 506,21
Dotations non courantes				80 000 000,00
Résultat non technique non courant (3 - 4)			-7 318 693,14	-88 623 290,03
RESULTAT NON TECHNIQUE (1 - 2 + 3 - 4)			2 006 165,44	-89 558 932,56

ETAT DES SOLDES DE GESTION

I - TABLEAU DE FORMATION DES RÉSULTATS (IFR)

	Exercice	Exercice Précédent
1 Primes acquises (1a - 1b)	8 998 024 498,32	8 318 426 261,64
1a Primes émises	9 088 916 523,32	8 374 231 424,64
1b Variation des provisions pour primes non acquises	90 892 025,00	55 805 163,00
2 Variation des provisions mathématiques (60311+60317 + 6032 + 6033 + 60261+60267)	326 249 004,79	446 277 281,91
3 Ajustement VARCUC	-58 597 582,06	-10 020 333,74
4 Charges des prestations (4a + 4b)	7 407 150 748,98	5 226 607 523,23
4a Prestations et frais payés (hors rubrique 9)	6 016 299 024,91	4 526 123 207,28
4b Variation des provisions pour prestations et diverses	1 390 851 724,07	700 484 315,95
A - Solde de souscription (Marge brute) (1 - 2 - 3 - 4)	1 323 222 326,61	2 655 561 790,24
5 Charges d'acquisition	823 015 301,00	799 818 213,22
6 Autres charges techniques d'exploitation	734 874 679,65	924 706 256,44
7 Produits techniques d'exploitation	111 870 878,08	112 163 915,83
B - Charges d'acquisition et de gestion nettes (5 + 6 - 7)	1 446 019 102,57	1 612 360 553,83
C - Marge d'exploitation (A - B)	-122 796 775,96	1 043 201 236,41
8 Produits nets des placements (73 - 63) (hors ajustement VARCUC)	1 540 022 119,96	1 069 422 241,32
9 Participations aux résultats et charges des intérêts crédités (60115,60316, 60266, 6071)	426 785 151,89	768 519 779,58
D - Solde financier (8 - 9)	1 113 236 968,07	300 902 461,74
E - Résultat technique brut (C + D)	990 440 192,11	1 344 103 698,15
10 Part des réassureurs dans les primes acquises	718 103 104,16	669 236 816,90
11 Part des réassureurs dans les prestations payées	162 926 440,80	165 949 184,40
12 Part des réassureurs dans les provisions	173 630 275,00	-136 450 770,00
F - Solde de réassurance (11 + 12 - 10)	-381 546 388,36	-639 738 402,50
G - Résultat technique net (E + F)	608 893 803,75	704 365 295,65
13 Résultat non technique courant	9 324 858,58	-935 642,53
14 Résultat non technique non courant	-7 318 693,14	-88 623 290,03
H - Résultat non technique (13 + 14)	2 006 165,44	-89 558 932,56
I - Résultat avant impôts (G + H)	610 899 969,19	614 806 363,09
15 Impôts sur les sociétés	74 440 221,00	210 350 462,75
J - Résultat net (I - 15)	536 459 748,19	404 455 900,34
16 C' - Marge d'exploitation nette de réassurance (C + F)	-504 343 164,32	403 462 833,91

II - CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT (CAF) - AUTOFINANCEMENT

	Exercice	Exercice Précédent
1 Résultat net de l'exercice	536 459 748,19	404 455 900,34
Perte -		0
2 + Dotations d'exploitation (1)	225 360 083,17	419 765 146,54
3 + Dotations sur placements (1)	41 703 408,17	188 625 822,54
4 + Dotations non techniques courantes	35 351 092,74	52 192 536,39
5 + Dotations non techniques non courantes	0,00	80 000 000,00
6 - Reprises d'exploitation (2)	30 218 538,40	66 039 684,64
7 - Reprises sur placements (2)	272 189 341,83	1 549 633,50
8 - Reprises non techniques courantes	2 452 539,84	0,00
9 - Reprises non techniques non courantes (2) (3)	20 000 000,00	100 000 000,00
10 - Profits provenant de la réévaluation		
11 + Pertes provenant de la réévaluation		
12 - Produits des cessions d'immobilisations		
13 + Valeur nette d'amortissements des immobilisations cédées		
= CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	514 013 912,20	977 450 087,67
14 - Distribution de bénéfices	350 000 000,00	420 000 000,00
= AUTOFINANCEMENT	164 013 912,20	557 450 087,67

(1) A l'exclusion des dotations relatives aux actifs et passifs circulants et à la trésorerie.

(2) A l'exclusion des reprises relatives aux actifs et passifs circulants et à la trésorerie.

(3) Y compris les reprises sur subventions.

IV RECAPITULATION

	31/12/2021	31/12/2020
I RESULTAT TECHNIQUE VIE	420 532 893,33	442 348 985,65
II RESULTAT TECHNIQUE NON-VIE	188 360 910,42	262 016 310,00
III RESULTAT NON TECHNIQUE	2 006 165,44	-89 558 932,56
IV RESULTAT AVANT IMPOTS	610 899 969,19	614 806 363,09
V IMPOTS SUR LES RESULTATS	74 440 221,00	210 350 462,75
VI RESULTAT NET	536 459 748,19	404 455 900,34
TOTAL DES PRODUITS ASSURANCES VIE	6 168 234 724,85	5 420 451 194,86
TOTAL DES PRODUITS ASSURANCES NON-VIE	3 929 110 512,08	3 645 442 903,77
TOTAL DES PRODUITS NON TECHNIQUES	80 498 801,12	165 333 068,15
TOTAL DES PRODUITS	10 177 844 038,05	9 231 227 166,78
TOTAL DES CHARGES ASSURANCES VIE	5 747 701 831,52	4 978 102 209,21
TOTAL DES CHARGES ASSURANCES NON-VIE	3 740 749 601,66	3 383 426 593,77
TOTAL DES CHARGES NON TECHNIQUES	78 492 635,68	254 892 000,71
IMPOTS SUR LES RESULTATS	74 440 221,00	210 350 462,75
TOTAL DES CHARGES	9 641 384 289,86	8 826 771 266,44
RESULTAT NET	536 459 748,19	404 455 900,34

TABLEAU DE FINANCEMENT DE L'EXERCICE

I - SYNTHÈSE DES MASSES DU BILAN

MASSES	Exercice (a)	Exercice précédent (b)	Variations (a-b)	
			emplois (c)	ressources (d)
1 Financement permanent (moins rubrique 16)	6 232 161 331,18	6 065 701 582,99		166 459 748,19
2 Moins Actif immobilisé (moins rubrique 26)	1 713 298 428,62	995 070 770,75	718 227 657,87	
3 = Fonds de roulement fonctionnel (1-2) (A)	4 518 862 902,56	5 070 630 812,24	551 767 909,68	
4 Provisions techniques nettes de cessions (16 - 32)	35 954 198 837,54	34 019 170 365,91		1 935 028 471,63
5 Placements moins dépôts des réassureurs (26 - 42)	37 505 659 319,03	35 097 580 016,57	2 408 079 302,46	
6 = Besoin en couverture (4 - 5) (B)	-1 551 460 481,49	-1 078 409 650,66	473 050 830,83	
7 Actif circulant (moins rubrique 32)	5 242 339 287,16	6 194 928 589,60		952 589 302,44
8 Moins Passif circulant (moins rubrique 42)	2 586 724 922,70	2 662 783 903,93	76 058 981,23	
9 = Besoin de financement (7-8) (C)	2 655 614 364,46	3 532 144 685,67	-876 530 321,21	
10 Trésorerie nette (actif - passif) = (A + B - C)	311 788 056,61	460 076 475,91	148 288 419,30	

II - FLUX DE TRÉSORERIE

	Exercice	Exercice précédent
Résultat net	536 459 748,19	404 455 900,34
+ Variation des provisions techniques nettes de cessions	1 935 028 471,63	2 046 951 559,02
- Variation des frais d'acquisition reportés	10 122 188,00	-3 243 047,00
- Variation des amortissements et provisions (1)	22 445 835,99	-672 994 187,33
- Variation des ajustements VARCUC (736 - 636)	58 597 582,06	10 020 333,74
+ ou - valeurs provenant de la réévaluation d'éléments d'actif		
+ ou - valeurs réalisées sur cessions d'éléments d'actifs		
- Variations des créances et dettes techniques (341 + 342 - 441 - 442 - 42)	-127 676 725,82	140 981 840,67
- Variation des créances pour espèces ou titres déposées (267)		
- Variation des débiteurs et créditeurs divers (343 + 348 - 443 + 448)	141 982 580,31	-61 621 580,64
- Autres variations (349 - 449)	-198 258 101,90	212 690 369,03
A - flux d'exploitation	2 564 274 861,18	2 825 573 730,89
- Acquisitions - cessions d'immeubles (261)	151 096 241,62	1 361 330,49
- Acquisitions - cessions d'obligations (262)	2 162 150 527,13	200 781 682,90
- Acquisitions - cessions d'actions (263)	325 029 301,32	272 765 021,76
- Autres Acquisitions - cessions du (26)	-428 059 446,63	1 879 584 687,01
- Autres Acquisitions - cessions (21 22 23 24 25 35)	152 346 657,04	-31 335 141,79
B - flux net d'investissement	-2 362 563 280,48	-2 323 157 580,37
- Dividendes versés	350 000 000,00	420 000 000,00
+ Emissions / (remboursement) nets d'emprunts		616 770,00
+ Augmentation / (réduction) de capital et fonds d'établissement		
+ Augmentation / (réduction) d'actions auto-détenues		
C - flux de financement	-350 000 000,00	-419 383 230,00
D - Impact de change (+17- 27-37+47)		
E - Variation nette de la trésorerie (A + B + C + D)	-148 288 419,30	83 032 920,52
F - Trésorerie au 1 ^{er} janvier	460 076 475,91	377 043 555,39
G - Trésorerie en fin de période (E + F)	311 788 056,61	460 076 475,91

(1) dotations moins reprises

ETAT A2 - ETAT DES DEROGATIONS

Indication des dérogations	Justification des dérogations	Influence des dérogations sur le patrimoine, la situation financière et les résultats
I - Dérogations aux principes comptables fondamentaux	NEANT	NEANT
II - Dérogations aux méthodes d'évaluation	NEANT	NEANT
III - Dérogations aux règles d'établissement et de présentation des états de synthèse	NEANT	NEANT

ETAT A3 - ETAT DES CHANGEMENTS DE METHODES

Nature des Changements	Justification Du changement	Influence sur le patrimoine, la situation financière et les résultats
I - Changements affectant les méthodes d'évaluation	NEANT	NEANT
II - Changements affectant les règles de présentation	NEANT	NEANT



RÉSULTATS ANNUELS 2021

ETAT B4 - TABLEAU DES TITRES DE PARTICIPATION (EXERCICE DU 01/01/2021 AU 31/12/2021)

Raison Sociale de la société émettrice	Secteur d'Activité	Capital social	% participation au capital	Prix d'acquisition global	PROVISION	Valeur comptable nette	Extrait des derniers états de synthèse de la sté émettrice			Produits inscrits au CPC de l'exercice
							Date de clôture	Situation nette	Résultat net	
I - IMMOBILISATIONS FINANCIERES										
Panorama	Immobilier	110 000 000	100,0%	209 638 000	28 638 000	181 000 000	31/12/2021	33 511 198	-	5 859 490
WAA N'vie Sénégal	Assurance	64 128 000	100,0%	67 331 521	22 083 218	45 248 304	31/12/2021	38 573 112	-	3 099 879
PRO ASSUR SA	Assurance	80 160 000	65,0%	58 228 798	-	58 228 798	31/12/2021	50 309 055	-	17 297 288
WAA N'vie Côte d'Ivoire	Assurance	48 096 000	100,0%	50 101 546	-	50 101 546	31/12/2021	28 187 193	-	3 503 461
Wafa Life Insurance Egypt	Assurance	92 046 396	99,9%	91 954 350	-	91 954 350	31/12/2021	68 687 036	-	20 372 606
Wafa Assurance REAL ESTATE INVESTMENT	Immobilier	300 000	100,0%	300 000	-	300 000	31/12/2021	1 764 091	-	2 064 091
Wafa Assurance REAL ESTATE MANAGEMENT	Immobilier	300 000	100,0%	300 000	-	300 000	31/12/2021	222 735	-	77 265
Wafa Takaful	Assurance	50 000 000	100,0%	50 000 000	-	50 000 000	31/12/2021	47 766 709	-	2 233 291
TOTAL				527 854 215	50 721 218	477 132 998				
II - PLACEMENTS AFFECTES AUX OPERATIONS D'ASSURANCE										
WAA Vie Sénégal	Assurance	48 096 000	100,0%	50 383 025	-	50 383 025	31/12/2021	87 980 681	-	13 975 333
WAA Vie Cameroun	Assurance	73 131 571	97,5%	72 448 984	-	72 448 984	31/12/2021	74 926 874	-	6 491 444
WAA Vie Côte d'Ivoire	Assurance	56 112 000	100,0%	58 406 206	-	58 406 206	31/12/2021	94 692 537	-	21 310 016
ATTIJARI ASSURANCE TUNISIE	Assurances	32 274 000	45,0%	24 907 528	-	24 907 528	31/12/2021	143 404 598	-	36 503 796
AFRICA RE	Assurances	2 605 375 281	0,2%	4 934 106	-	4 934 106	31/12/2020	9 439 150 522	-	509 224 827
Wafa IMA	Assurances	50 000 000	32,5%	16 249 800	-	16 249 800	31/12/2021	184 229 421	-	30 384 435
RMA WATANIYA	Assurances	1 796 170 800	0,8%	58 917 202	-	58 917 202	31/12/2020	6 038 174 023	-	660 343 102
C.A.T.	Assurances	162 656 000	9,1%	14 747 600	-	14 747 600	31/12/2020	819 641 226	-	217 034 545
STE DES SELS DE MOHAMEDIA	Mines	53 300 000	24,5%	160 475 001	1 850 976	158 624 025	31/12/2020	125 604 445	-	15 614 359
TOTAL				461 469 452	1 850 976	459 618 477				42 872 852

ETAT B4 BIS - TABLEAU DES PLACEMENTS (EXERCICE 31/12/2021)

ELEMENTS D'ACTIF	Valeur Brute	Valeur nette	Valeur de réalisation	Plus ou moins valeur latente
Terrains	283 849 136	283 849 136	283 849 136	0
Constructions	717 698 919	336 098 524	336 098 524	0
Parts et actions de sociétés immobilières	210 360 805	181 502 805	181 502 805	0
Autres placements immobiliers	150 094 258	150 094 258	150 094 258	0
Placements immobiliers en cours	13 747 583	13 747 583	13 747 583	0
Total placements immobiliers	1 375 750 700	965 292 305	965 292 305	0
Obligations d'Etat				
Bons du trésor	10 346 797 526	10 346 755 136	10 346 755 136	0
Obligations garanties par l'Etat				
Titres hypothécaires (6)	411 001 191	411 001 191	411 001 191	0
Titres de créances négociables				
Titres de créances échues	100 000 000	0	0	0
Autres obligations et bons	3 521 626 607	3 420 434 912	3 420 434 912	0
Total Obligations, bons et titres de créances négociables	14 379 425 324	14 178 191 239	14 178 191 239	0
Titres de participations	779 685 668	755 751 475	844 338 718	88 587 244
Actions cotées (1)	8 930 850 029	8 737 589 227	12 955 584 371	4 217 995 144
OPCVM Obligataires	4 134 151 450	4 134 151 450	4 840 493 850	706 342 399
OPCVM Actions	-	-	-	-
OPCVM Divers (5)	2 495 617 010	2 495 617 010	3 552 206 679	1 056 589 668
Autres actions et parts sociales (2)	3 937 714 192	3 728 892 308	3 955 064 820	226 172 513
Total actions et titres de participation	20 278 018 350	19 852 001 470	26 147 688 438	6 295 686 969
Prêts en première hypothèque	17 931 109	13 583 669	13 583 669	-
Avances sur polices Vie	446 045 909	446 045 909	446 045 909	-
Prêts nantis par des obligations	4 078 169	34 982	34 982	-
Autres prêts (3)	477 905 790	433 312 256	433 312 256	-
Total prêts et créances immobilisés	945 960 977	892 976 815	892 976 815	0
Dépôts à terme				
OPCVM monétaires	2 706 853 144	2 706 853 144	2 728 638 243	21 785 099
Autres dépôts*	622 051 247	622 051 247	622 051 247	-
Valeurs remises aux cédantes				
Créances pour espèces remises aux cédantes				
Total Dépôts	3 328 904 392	3 328 904 392	3 350 689 491	21 785 099
Obligations et bons	0	0	0	0
Actions et parts autres que les OPCVM	0	0	0	0
Parts et actions OPCVM	1 362 153 743	1 362 153 743	1 362 153 743	0
Parts et actions autres OPCVM	0	0	0	0
Autres placements	0	0	0	0
Total Placements unités de comptes	1 362 153 743	1 362 153 743	1 362 153 743	0
TOTAL	41 670 213 484	40 579 519 963	46 896 992 031	6 317 472 068

ETAT B6 - TABLEAU DES CREANCES (EXERCICE DU 01/01/2021 AU 31/12/2021)

CREANCES	TOTAL	ANALYSE PAR ECHEANCE			AUTRES ANALYSES			
		Plus d'un an	Moins d'un an	Echues et non recouvrées	Montants en devises	Montants sur l'état et organismes publics	Montant sur les entreprises liées	Montants représentés par des effets
DE L'ACTIF IMMOBILISE								
* Immobilisations financières								
- Autres créances financières	534 522 649,66	534 522 649,66				400 000 000,00		
* Placements affectés aux opérations d'assurance								
- Obligations et bons et TCN	13 979 425 318,95	13 488 291 236,91	391 134 082,04	100 000 000,00	10 346 797 525,78	1 500 000 000,00		
- Prêts et effets assimilés	713 560 467,51	713 560 467,51					123 106 276,44	
- Créances pour dépôts auprès des cédantes	0,00	0,00						
	15 227 508 436,12	14 736 374 354,08	391 134 082,04	100 000 000,00	10 346 797 525,78	1 900 000 000,00	123 106 276,44	
DE L'ACTIF CIRCULANT								
- Part des réassureurs dans les provisions techniques	2 064 970 248,00		2 064 970 248,00					
- Cessionnaires et comptes rattachés	106 847 103,63		106 847 103,63					
- Intermédiaires, cédants, coassureurs et comptes rattachés	3 369 510 538,43		3 369 510 538,43					
- Personnel	6 984 568,68		6 984 568,68					
- Etat	523 694 860,39		523 694 860,39		523 694 860,39			
- Comptes d'associés	0,00		0,00					
- Autres débiteurs	753 850 609,59		753 850 609,59					
- Comptes de régularisation-actif	565 772 459,48		565 772 459,48					
	7 391 630 388,20	0,00	7 391 630 388,20	0,00	0,00	523 694 860,39	0,00	0,00
TOTAL	22 619 138 824,32	14 736 374 354,08	7 982 764 470,24	100 000 000,00	10 870 492 386,17	1 900 000 000,00	123 106 276,44	

ETAT B5 - I - PROVISIONS (EXERCICE DU 01/01/2021 AU 31/12/2021)

NATURE	Montant au début de l'exercice			Variations de l'exercice			Montant à la fin de l'exercice		
	Brut	Cessions	Net	Brut	Cessions	Net	Brut	Cessions	Net
I - PROVISIONS TECHNIQUES									
Provisions pour primes non acquises	798 534 249	165 602 496	632 931 753	90 892 025	95 314 647	-4 422 622	889 426 274	260 917 143	628 509 131
Provisions pour sinistres à payer	9 200 189 238	1 168 896 526	8 031 292 712	907 157 217	175 236 978	731 920 239	10 107 346 455	1 344 133 504	8 763 212 951
Provisions des assurances vie (explications ci-dessous)	23 630 219 121	455 194 052	23 175 025 069	625 818 447	2 891 193	628 709 640	24 256 037 568	452 302 859	23 803 734 709
Provision pour fluctuations de sinistralité	811 689 187	-	811 689 187	-207 712 181	-	-207 712 181	603 977 006	-	603 977 006
Provisions pour aléas financiers	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Provisions des contrats en unités de compte	680 863 220	-	680 863 220	681 290 523	-	681 290 523	1 362 153 743	-	1 362 153 743
Provisions pour participations aux bénéfices	644 410 439	-	644 410 439	101 269 293	-	101 269 293	745 679 732	-	745 679 732
Provisions sur placements	22 639 173	-	22 639 173	-	-	-	22 639 173	-	22 639 173
Autres provisions techniques	26 651 065	6 332 252	20 318 813	5 258 070	1 284 490	3 973 580	31 909 135	7 616 742	24 292 393
TOTAL	35 815 195 692	1 796 025 326	34 019 170 366	2 203 973 394	268 944 922	1 935 028 472	38 019 169 086	2 064 970 248	35 954 198 838
II - AUTRES PROVISIONS									
NATURE	Montant au début de l'exercice	DOTATIONS		REPRISES		Montant à la fin de l'exercice			
		D'exploitation	financières	non courantes	D'exploitation	financières	non courantes		
1 - Provisions pour dépréciation de l'actif immobilisé	852 945 585		29 555 333			274 641 882			
2 - Provisions réglementées									
3 - Provisions durables pour risques et charges									
SOUS TOTAL (A)	852 945 585		29 555 333			274 641 882			
4 - Provisions pour dépréciation de l'actif circulant	1 289 127 053		126 711 580				1 415 838 634		
5 - Autres provisions pour risques et charges									
6 - Provisions pour dépréciation des comptes de trésorerie									
SOUS TOTAL (B)	1 289 127 053		126 711 580				1 415 838 634		
TOTAL (A+B)	2 142 072 638		156 266 913			274 641 882	2 023 697 670		

ETAT B7 - TABLEAU DES DETTES (31/12/2021)

DETTES	TOTAL	ANALYSE PAR ECHEANCE			AUTRES ANALYSES			
		Plus d'un an	Moins d'un an	Echues et non payées	Montants en devises	Montants sur l'état et organismes publics	Montant sur les entreprises liées	Montants représentés par des effets
DE FINANCEMENT								
- Emprunts obligataires								
- Autres dettes de financement	3 728 329,92	3 728 329,92		0,00				
	3 728 329,92	3 728 329,92		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
DES AUTRES PASSIFS CIRCULANTS								
- Dettes pour dépôts des réassureurs	431 107 132,04		431 107 132,04					
- Cessionnaires et comptes rattachés	154 187 101,62		154 187 101,62					
- Assurés, intermédiaires, cédants, coassureurs et comptes rattachés	819 948 184,16		819 948 184,16					
- Personnel	36 147 871,83		36 147 871,83					
- Organismes sociaux	20 972 389,40		20 972 389,40					
- Etat	239 199 828,67</							



تأمين الوفاء
Wafa Assurance

RÉSULTATS ANNUELS 2021

ETAT B8 - TABLEAU DES SURETES REELLES DONNEES OU REÇUES

TABLEAU I - SURETES REELLES DONNEES AU 31/12/2021

TIERS DEBITEURS OU TIERS CREDITEURS	Montant couvert par la sûreté	Nature	Date et lieu d'inscription	Objet	Valeur comptable nette de la sûreté donnée à la date de clôture

TABLEAU II - SURETES REELLES RECUES AU 31/12/2021

TIERS DEBITEURS OU TIERS CREDITEURS	Montant couvert par la sûreté	Nature	Date et lieu d'inscription	Objet	Valeur comptable nette de la sûreté donnée à la date de clôture
Prêts hypothécaires	31 732 282,57				19 145 847,77
Prêts nantis	7 789 209,77			FINANCE	4 078 168,89

ETAT B9 - ENGAGEMENTS FINANCIERS REÇUS OU DONNES HORS OPERATIONS DE CREDIT-BAIL (AU 31/12/2021)

ENGAGEMENTS DONNES	Montants exercice	Montants exercice précédent
- Avals et cautions		
- Valeurs remises aux cédantes	N E A N T	N E A N T
- Autres engagements donnés		
TOTAL	0,00	0,00

ENGAGEMENTS RECUS	Montants exercice	Montants exercice précédent
- Avals et cautions		
- Valeurs remises par les réassureurs	N E A N T	N E A N T
- Autres engagements reçus		
TOTAL	0,00	0,00

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES – COMPTES SOCIAUX



Building a better
working world

37, Bd Abdelatif Ben Kaddour
20 090 Casablanca
Maroc

Aux actionnaires de la société
Wafa Assurance SA
1, Bd. Abdelmoumen
Casablanca

Deloitte.

Bd Sidi Mohammed Senaboudjah
Bâtiment C – Tour Ivoire 3 – 3ème étage
La Marina – Casablanca
Maroc

RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES EXERCICE DU 1^{er} JANVIER AU 31 DECEMBRE 2021

Audit des états de synthèse

Opinion

Conformément à la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale du 29 juin 2020, nous avons effectué l'audit des états de synthèse ci-joints de la société Wafa Assurance S.A. qui comprennent le bilan au 31 décembre 2021, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau de financement pour l'exercice clos à cette date, ainsi que l'état des informations complémentaires (ETIC). Ces états de synthèse font ressortir un montant de capitaux propres et assimilés de MAD 6 166.433.001,26, dont un bénéfice net de MAD 536.459.748,19. Ces états ont été arrêtés par le Conseil d'Administration le 14 mars 2022 dans un contexte évolutif de la crise sanitaire de la pandémie de Covid-19, sur la base des éléments disponibles à cette date.

Nous certifions que les états de synthèse cités au premier paragraphe ci-dessus sont réguliers et sincères et donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société Wafa Assurance S.A. au 31 décembre 2021, conformément au référentiel comptable en vigueur au Maroc.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit selon les Normes de la Profession au Maroc. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états de synthèse » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la société conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états de synthèse au Maroc et nous sommes acquiescés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Questions clés de l'audit

Les questions clés de l'audit sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes dans l'audit des états de synthèse de la période considérée. Ces questions ont été traitées dans le contexte de notre audit des états de synthèse pris dans leur ensemble et aux fins de la formation de notre opinion sur ceux-ci, et nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces questions.

Questions clés identifiées	Notre réponse
Évaluation des provisions pour sinistres en assurance Non Vie : Les provisions pour sinistres à payer Non-Vie, figurent au bilan pour un montant de MMAD 9.090.	Nos travaux d'audit ont principalement consisté à : • Mettre à jour notre connaissance du dispositif de contrôle interne lié à la gestion des sinistres et tester par sondage les contrôles clés identifiés ; • Tester, par sondage, la fiabilité des états produits par la compagnie en matière d'intégrité des données produites et utilisées pour estimer les provisions pour sinistres ; • Examiner la pertinence des méthodes statistiques utilisées ainsi que des hypothèses retenues au regard de la cadence des règlements, de l'estimation au coût moyen des dossiers clôturés et de l'estimation dossier par dossier augmentés des IBNR.
Elles correspondent aux prestations survenues non payées, et intègrent également une estimation des prestations non connues ou tardives (BNR) ainsi que des compléments déterminés de manière réglementaire ou actuarielle le cas échéant.	• Réaliser des procédures analytiques (telles que le suivi de l'évolution des ratios de sinistralité) sur les évolutions significatives de l'exercice ; • Analyser la liquidation des provisions comptabilisées à la clôture précédente au regard des charges réelles intervenues ultérieurement.
Comme indiqué au niveau de l'état A1 de l'ETIC, ces provisions sont régies par un ensemble de dispositions réglementaires définissant notamment les règles et paramètres d'évaluations inhérentes à chaque branche et paramètres d'évaluations inhérentes à chaque branche.	• Examiner le rapport de certification des provisions techniques établi par l'actuaire indépendant et notamment la pertinence des méthodes utilisées et des conclusions remontées ; • Réaliser des procédures analytiques (telles que le suivi de l'évolution des ratios de sinistralité) sur les évolutions significatives de l'exercice ;
Cette estimation des provisions s'appuie sur des données historiques faibles et l'objet de projections de sinistres non connus, en utilisant des méthodes statistiques et actuarielles comme précité, et elle requiert notamment l'exercice du jugement de la société dans le choix de certains paramètres et hypothèses à retenir dans l'estimation du coût des sinistres ouverts.	• Analyser la cohérence de l'évolution des valorisations par rapport à la clôture précédente et par rapport au contexte économique global ; • Vérifier le calcul des éventuelles dépréciations nécessaires.
Compte tenu du montant significatif des provisions techniques des contrats d'assurance Non Vie dans le bilan de la société, et de l'importance du jugement exercé par la Direction, nous avons considéré l'évaluation de ces provisions comme un point clé de notre audit.	• Procéder au rapprochement avec les valorisations externes disponibles, notamment pour les actifs immobiliers (immeubles et parts de sociétés immobilières) ; • Analyser la cohérence de l'évolution des valorisations par rapport à la clôture précédente et par rapport au contexte économique global ;

Questions clés identifiées	Notre réponse
Évaluation des provisions pour sinistres en assurance Vie : Le montant des provisions techniques Vie s'élevait à MMAD 26.878 au 31 décembre 2021 dont MMAD 25.643 au titre des contrats d'épargne et capitalisation et MMAD 1.235 au titre des contrats décès.	Nos travaux d'audit ont principalement consisté à : • Mettre à jour notre connaissance du dispositif de contrôle interne relatif aux processus de gestion des souscriptions et des prestations Vie et tester par sondage les contrôles clés identifiés ; • Procéder au rapprochement des données de gestion avec la comptabilité ; • Mettre en œuvre des procédures visant à tester par sondage la fiabilité des données servant de base aux estimations ; • Tester par sondage le calcul des provisions mathématiques et leur conformité à la réglementation ; • Examiner le rapport de certification des provisions techniques établi par l'actuaire indépendant et notamment la pertinence des méthodes utilisées et des conclusions remontées ; • Réaliser des procédures analytiques afin d'identifier et d'analyser toute variation inhabituelle et ou inattendue significative.
Comme indiqué au niveau de l'état A1 de l'ETIC, ces provisions mathématiques, représentent la différence entre les valeurs actuelles des engagements respectivement pris par l'assureur et ceux pris par les assurés. Elles sont régies par un ensemble de dispositions réglementaires définissant notamment les règles et paramètres d'évaluations inhérentes à chaque branche.	• Apprécier la pertinence des hypothèses utilisées pour ces valorisations par rapport aux pratiques de marché ; • Procéder au rapprochement avec les valorisations externes disponibles, notamment pour les actifs immobiliers (immeubles et parts de sociétés immobilières) ; • Analyser la cohérence de l'évolution des valorisations par rapport à la clôture précédente et par rapport au contexte économique global ;
Compte tenu du montant significatif de ces provisions mathématiques dans le bilan au 31 décembre 2021 et de la part de jugement dans l'estimation des provisions, nous avons considéré ce poste comme un point clé de l'audit.	• Analyser la cohérence de l'évolution des valorisations par rapport à la clôture précédente et par rapport au contexte économique global ; • Vérifier le calcul des éventuelles dépréciations nécessaires.

Questions clés identifiées	Notre réponse
Valorisation des actions non cotées et des placements immobiliers : Les valeurs nettes comptables à l'actif du bilan des titres des actions non cotées et placements immobiliers affectés aux opérations d'assurance s'élevaient respectivement à MMAD 3.886 et MMAD 742 au 31 décembre 2021.	Nos travaux d'audit ont principalement consisté à : • Evaluer et tester par sondage les contrôles clés identifiés relatifs à l'évaluation de ces placements ; • Apprécier la pertinence des hypothèses utilisées pour ces valorisations par rapport aux pratiques de marché ; • Procéder au rapprochement avec les valorisations externes disponibles, notamment pour les actifs immobiliers (immeubles et parts de sociétés immobilières) ; • Analyser la cohérence de l'évolution des valorisations par rapport à la clôture précédente et par rapport au contexte économique global ;
Comme indiqué au niveau de l'état A1 de l'ETIC, ces placements sont régis par un ensemble de dispositions réglementaires portant notamment sur les règles de leur évaluation. Ainsi, ces placements doivent être évalués à chaque clôture afin de vérifier l'absence de perte de valeur pouvant conduire à une dépréciation.	• Analyser la cohérence de l'évolution des valorisations par rapport à la clôture précédente et par rapport au contexte économique global ; • Vérifier le calcul des éventuelles dépréciations nécessaires.
Nous avons considéré que l'évaluation de ces placements constitue un point clé de l'audit, ces placements étant de montants significatifs et faisant appel, en l'absence de valeur marché, au jugement et aux estimations de la direction.	• Analyser la cohérence de l'évolution des valorisations par rapport à la clôture précédente et par rapport au contexte économique global ; • Vérifier le calcul des éventuelles dépréciations nécessaires.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états de synthèse

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états de synthèse, conformément au référentiel comptable admis au Maroc, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états de synthèse exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états de synthèse, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions se rapportant à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la société ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la société.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états de synthèse

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états de synthèse pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes de la profession au Maroc permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états de synthèse prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes de la profession au Maroc, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états de synthèse comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la société ;
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations et affirmations fournies par cette dernière ;
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états de synthèse au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la société à cesser son exploitation ;
- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états de synthèse, y compris les informations fournies dans l'ETIC, et apprécions si les états de synthèse représentent les opérations et événements sur-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Vérifications et informations spécifiques

Nous avons procédé également aux vérifications spécifiques prévues par la loi et nous sommes assurés notamment de la sincérité et de la concordance, des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration destiné aux actionnaires avec les états de synthèse de la société.

Conformément aux dispositions de l'article 172 de la loi 17-95 relative à la Société Anonyme, telle que modifiée et complétée, nous vous informons que la société Wafa Assurance S.A. a procédé au cours de l'exercice 2021 à :

- La création de la société "Wafa TAKAFUL" avec un capital de MAD 50.000.000, détenue à 100% par Wafa Assurance S.A.
- La création de la société "Wafa ASSURANCE REAL ESTATE INVESTMENT" avec un capital de MAD 300.000, détenue à 100% par Wafa Assurance S.A.
- La création de la société "Wafa ASSURANCE REAL ESTATE MANAGEMENT" avec un capital de MAD 300.000, détenue à 100% par Wafa Assurance S.A.

Casablanca, le 15 avril 2022

Les Commissaires aux Comptes

ERNST & YOUNG

Abdeslam BERRADA ALLAM
Associé

DELOITTE AUDIT

Sakina BENSOUA-KORACHI
Associée

Filiale d'Attijariwafa bank



RÉSULTATS ANNUELS 2021

Le Groupe Wafa Assurance arrête et publie pour la première fois les comptes consolidés en normes IFRS au 31 décembre 2021

BILAN CONSOLIDÉ IFRS

ACTIF	(en KDH)		
	31/12/2021	31/12/2020	01/01/2020
Ecart d'acquisition	4 658	4 658	4 658
Autres actifs incorporels	118 114	102 329	94 499
Actifs incorporels	122 772	106 987	99 157
Immobilier de placement	923 564	801 121	845 743
Placements financiers	49 186 259	44 564 997	43 185 786
Placements liés à des contrats dont le risque financier est supporté par l'assuré	1 362 154	680 863	279 502
Investissements dans les entreprises associées ou co-entreprises			
Placements des activités d'assurance	51 471 978	46 046 981	44 311 031
Part des réassureurs dans des passifs liés à des contrats d'assurance et d'investissement	2 157 312	1 873 647	1 952 058
Immeubles d'exploitation et autres immobilisations corporelles	175 702	183 375	199 767
Participation aux bénéfices différée active	4 657	11 479	5 907
Impôts différés actifs	14 325	77 852	87 383
Créances nées d'opérations d'assurance directe et de réassurance acceptée	2 198 069	2 409 389	2 267 494
Créances nées d'opérations de réassurance cédée	187 834	113 369	146 037
Créances d'impôt exigible	551 355	569 814	536 962
Autres créances	2 162 274	1 989 678	1 841 733
Autres actifs	5 294 216	5 354 956	5 085 282
Actifs des activités destinées à être cédées ou abandonnées			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	528 823	678 126	669 598
Total Actif	59 575 100	54 060 697	52 117 126

PASSIF	(en KDH)		
	31/12/2021	31/12/2020	01/01/2020
Capital social	350 000	350 000	350 000
Primes d'émission, de fusion et d'apport	0	0	0
Réserves consolidées	8 420 735	7 403 098	8 588 275
Résultat net consolidé - Part Du Groupe	424 041	453 120	
Capitaux propres-part du groupe	9 194 776	8 206 219	8 938 275
Participations ne donnant pas le contrôle	223 986	203 786	169 886
Capitaux propres	9 418 762	8 410 005	9 108 161
Dettes de financement	19 116	19 284	24 022
Provisions pour risques et charges	138 743	142 132	128 633
Passifs techniques relatifs à des contrats d'assurance	39 357 629	37 010 568	34 851 968
Passifs relatifs à des contrats d'investissement dont le risque financier est supporté par l'assuré	1 362 154	680 863	279 502
Participation aux bénéfices différée passive	3 736 668	3 222 712	3 154 308
Passifs techniques	44 456 451	40 914 143	38 285 778
Impôts différés passifs	1 325 458	812 935	1 284 507
Dettes nées d'opérations d'assurance directe et de réassurance acceptée	899 432	1 061 977	863 643
Dettes nées d'opérations de réassurance cédée	679 774	598 929	385 568
Dettes d'impôt exigible	624 704	748 059	591 337
Dettes financières représentées par des titres	589 169	184 124	261 842
Autres dettes	1 423 493	1 169 108	1 183 636
Autres passifs	4 216 571	3 762 197	3 286 025
Passifs des activités destinées à être cédées ou abandonnées			
Total Passif	59 575 100	54 060 697	52 117 126

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDÉ

	(en KDH)	
	31/12/2021	31/12/2020
Primes émises	9 785 232	9 075 113
Variations des primes non acquises	- 112 074	- 46 220
Primes acquises	9 673 158	9 028 894
Produit des autres activités	85 464	51 102
Produits nets des placements	1 523 743	1 541 099
Plus ou moins-values réalisées et variation de la JV des placements comptabilisés à la JV par résultat	58 598	10 020
<i>Dont la variation de juste valeur des placements dont le risque financier est supporté par</i>	<i>58 598</i>	<i>10 020</i>
Variation des amortissements et provisions sur placements	- 16 013	- 200 083
Résultat net de placement	1 566 328	1 351 036
Charges techniques des activités d'assurance	- 8 703 132	- 6 904 212
Résultat net des cessions en réassurance	- 401 488	- 640 970
Frais d'acquisition des contrats	- 930 204	- 900 663
Charges générales d'exploitation	- 779 810	- 800 903
Autres produits et charges opérationnels	- 25 515	- 479 094
Résultat opérationnel	484 802	705 191
Charges liées aux dettes de financement		
Quote-part dans les résultats des entreprises associées ou co-entreprises		
Impôts sur les résultats	- 28 037	- 217 294
Résultat net d'impôt des activités abandonnées		
Résultat net consolidé	456 764	487 897
Part du groupe	424 041	453 120
Participations ne donnant pas le contrôle	32 724	34 777
Résultat net par action (en MAD)	121	129

RÉSULTAT NET ET GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES

	Exercice 2021.12	Exercice 2020.12
Résultat net de l'ensemble consolidé	456 764	487 897
Autres éléments du résultat global		
Incidence des écarts de conversion	-17 230	2 846
Réserves de conversion groupe	-14 765	3 772
Réserves de conversion hors groupe	-2 466	-927
Pertes et profits relatifs à la réévaluation des actifs financiers disponibles à la vente	1 439 332	-1 176 425
Effet d'impôts sur les éléments ci-dessus	-514 396	400 212
Eléments recyclables en résultat	907 706	-773 367
Eléments non recyclables en résultat		
Autres éléments du résultat global nets d'impôts	907 706	-773 367
Résultat global de l'ensemble consolidé	1 364 470	-285 471
Dont intérêts minoritaires	30 269	38 957
Dont Résultat global net - Part du Groupe	1 334 201	-324 427

ETAT DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

	Capital social et primes d'émission	Réserves non distribuées	Réserve de conversion	Réserves de réévaluation	Ecarts actuariaux	Total Capitaux propres part du groupe	Intérêts minoritaires	Total
Situation à l'ouverture de l'exercice 2020.12	350 000	5 887 089	-9	2 701 195		8 938 275	169 886	9 108 161
Ajustement de la situation d'ouverture								
Situation ajustée à l'ouverture de l'exercice 2020.12	350 000	5 887 089	-9	2 701 195		8 938 275	169 886	9 108 161
Résultat de la période		453 121				453 121	34 777	487 898
Autres éléments du résultat global		136	3 772	-781 455		-777 547	4 180	-773 367
Total des pertes et profits de la période		453 257	3 772	-781 455		-324 426	38 957	-285 469
Dividendes versés		-420 001				-420 001	-5 063	-425 063
Augmentation de capital		-						
Diminution de capital		-						
Variation de périmètre		0				0	0	0
Autres variations	0	12 371				12 371	6	12 377
Situation à la clôture de l'exercice 2020.12	350 000	5 932 716	3 764	1 919 740		8 206 219	203 786	8 410 005
Situation à l'ouverture de l'exercice 2021.12	350 000	5 932 716	3 764	1 919 740		8 206 219	203 786	8 410 005
Ajustement de la situation d'ouverture								
Situation ajustée à l'ouverture de l'exercice 2021.12	350 000	5 932 716	3 764	1 919 740		8 206 219	203 786	8 410 005
Résultat de la période		424 041				424 041	32 724	456 764
Autres éléments du résultat global		26 154	-14 765	898 771		910 160	-2 455	907 706
Total des pertes et profits de la période		450 195	-14 765	898 771		1 334 201	30 269	1 364 470
Dividendes versés		-350 001				-350 001	-9 788	-359 788
Augmentation de capital		-						
Diminution de capital		-						
Variation de périmètre		0				0	0	0
Autres variations	0	4 356				4 356	-282	4 074
Situation à la clôture de l'exercice 2021.12	350 000	6 037 266	-11 001	2 818 510		9 194 776	223 986	9 418 762

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS

	(en KDH)	
Tableau de flux de trésorerie consolidé	Exercice 2021.12	Exercice 2020.12
Résultat net de l'ensemble consolidé avant impôt	484 802	705 191
Ajustements :		
Dotations et reprises aux amortissements	90 020	92 194
Dotations nettes aux provisions techniques d'assurance et passifs financiers	3 102 347	2 579 023
Variation des frais d'acquisitions reportés	-12 180	6 715
Dotations nettes aux provisions et dépréciations	-3 045	146 991
Dotations nettes aux autres provisions	-3 231	13 985
Elim. des profits / pertes de réévaluation (juste valeur par résultat)	0	0
Corrections des éléments inclus dans le résultat sans impact sur les flux de trésorerie	3 173 910	2 838 908
Plus ou moins values nettes sur cessions	-127 825	-81 846
Charges liées aux dettes de financement	6 839	5 218
Reclassement des opérations de financement et d'investissement	-120 986	-76 628
Autres éléments sans décaissement de trésorerie compris dans le résultat opérationnel	-43 393	-18 469
Variation des créances et dettes nées des opérations d'assurance et de réassurance	-449 488	347 557
Variation des autres actifs et passifs	587 405	-19 760
Charge d'impôt de l'exercice	-121 176	-264 551
Flux de trésorerie nets provenant des activités opérationnelles	3 511 074	3 512 249
Cessions et remboursement des obligations	984 618	6 271 777
Cessions des actions et des opcvn	15 792 423	10 936 659
Acquisitions des obligations	-1 836 452	-6 207 238
Acquisitions des actions et des opcvn	-18 285 597	-12 726 128
Acquisition des immeubles	-151 097	-1 608
Cessions des immobilisations corporelles et incorporelles	0	18 471
Acquisitions des immobilisations corporelles et incorporelles	-70 747	-56 026
Intérêts payés sur dettes de financement	-6 839	-5 218
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	-3 573 691	-1 769 311
Dividendes payés aux actionnaires de la mère	-350 001	-420 001
Dividendes payés aux minoritaires	-9 788	-5 063
Variation nettes des dépôts à terme, des autres prêts et cautionnements	278 269	-1 236 965
Trésorerie générée par les émissions de dettes financières		-1 877
Trésorerie affectée aux remboursements de dettes financières	-162	-72 647
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	-81 681	-1 736 552
Incidence de la variation des taux de change	-6 886	1 550
Incidence des changements de principes comptables		
Variation de la trésorerie	-151 184	7 936
Trésorerie d'ouverture	677 534	669 598
Trésorerie de clôture	526 350	677 534
Variation de la trésorerie	-151 184	7 936



تامين الوفاء
Wafa Assurance

RÉSULTATS ANNUELS 2021

EXTRAIT DES NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS

Note 1 Principes et méthodes

Wafa Assurance SA est une société anonyme, filiale du groupe Al Mada et du groupe Attijariwafa bank. Elle est domiciliée au Maroc et son siège social est situé au 1, Boulevard Abdelmoumen, Casablanca.

Le groupe Wafa Assurance a pour principales activités : l'assurance de personnes, de professionnels et d'entreprises.

Les états financiers consolidés de Wafa Assurance au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2021 portent sur la société Wafa Assurance SA et ses filiales, et sur les intérêts du Groupe dans les entreprises associées et les entités sous contrôle conjoint le cas échéant (l'ensemble désigné comme « le Groupe »). Ils ont été arrêtés par le conseil d'administration du 14 mars 2022.

1.1 Déclaration de conformité

En application des dispositions de la circulaire n°06/05 de l'Autorité Marocaine du Marché des Capitaux AMMC relative à la publication et à la diffusion d'informations financières par les personnes morales faisant appel public à l'épargne, les états financiers consolidés de Wafa Assurance au titre de l'exercice clos le 31 Décembre 2021 ont été établis conformément aux normes comptables internationales IAS/IFRS applicables au 31 décembre 2021 telles qu'approuvées par l'Union européenne.

Les filiales appliquent les principes comptables et les méthodes d'évaluation du Groupe qui figurent dans ces notes aux états financiers consolidés.

Les premiers comptes publiés selon les normes IAS/IFRS seront ceux de l'exercice 2021 présentés avec un comparatif au titre de l'exercice 2020 établi selon le même référentiel.

En vue de la publication de ces états financiers comparatifs pour l'exercice 2020 et conformément à la norme IFRS 1 « Première adoption », le groupe Wafa Assurance a présenté au titre de l'information comparative :

- Le bilan à la date de transition (Bilan d'ouverture), soit le 1er janvier 2020, date à laquelle les impacts de la transition sont enregistrés en capitaux propres.
- La situation financière au 31 décembre 2020 et la performance de l'exercice 2020.

Dans les comptes consolidés présentés au 31 décembre 2021, le groupe Wafa Assurance a appliqué les normes et principes de l'International Accounting Standards Board (IASB) dont l'application est obligatoire telles qu'adoptées par l'Union Européenne. Les normes non encore entrées en vigueur ou dont l'application différée est permise, ne sont pas appliquées par le Groupe. Il s'agit en particulier des normes IFRS 9 et IFRS 17.

1.2 Principes et méthodes de consolidation

Les états financiers consolidés incluent les comptes de Wafa Assurance et ceux de toutes les sociétés sur lesquelles, selon les dispositions des normes IFRS 10, IFRS 11 et IAS 28, Wafa Assurance dispose du contrôle ou d'une influence notable.

Conformément aux normes comptables internationales, toutes les entités contrôlées, sous contrôle conjoint ou sous influence notable sont consolidées, sous réserve qu'elles n'entrent pas dans le cadre des exclusions évoquées ci-après.

Le contrôle exclusif sur une entité est présumé exister lorsque Wafa Assurance est exposée ou a droit aux rendements variables résultant de son implication dans l'entité et si le pouvoir qu'elle détient sur cette dernière lui permet d'influer sur ces rendements.

Le contrôle d'une entité structurée ne s'apprécie pas sur la base du pourcentage des droits de vote qui n'ont, par nature, pas d'incidence sur les rendements de l'entité. L'analyse du contrôle tient compte des accords contractuels, mais également d'autres facteurs.

Lorsqu'il existe un mandat de gestion, l'étendue du pouvoir décisionnel relatif à la délégation de pouvoir au gérant ainsi que les rémunérations auxquelles donnent droit les accords contractuels sont analysées afin de déterminer si le gérant agit en tant qu'agent (pouvoir délégué) ou principal (pour son propre compte).

Le contrôle conjoint s'exerce lorsqu'il existe un partage contractuel du contrôle sur une activité économique. Les décisions affectant les activités pertinentes de l'entité requièrent l'unanimité des parties partageant le contrôle.

Les entreprises associées sont les entités sur lesquelles le groupe exerce une influence notable sur les politiques financières et opérationnelles sans en avoir le contrôle.

Au 31 décembre 2021, les entités contrôlées par le groupe sont consolidées par intégration globale.

Au cas par cas, Wafa Assurance applique l'exemption prévue au paragraphe 18 d'IAS 28 lorsqu'une participation, dans laquelle elle exerce une influence notable, est détenue au regard de contrats participatifs.

Wafa Assurance apprécie également le champ de consolidation des filiales détenues en fonction de leur caractère significatif ou non.

Une filiale est significative dès lors qu'elle dépasse un des seuils suivants :

- Le total bilan de la filiale est supérieur à 0,5% du total bilan consolidé ;
- La situation nette de la filiale est supérieure à 0,5% de la situation nette consolidée ;
- Le chiffre d'affaires de la filiale est supérieur à 0,5% du chiffre d'affaire consolidé.

En plus, de ces critères quantitatifs, il est retenu un critère qualitatif lié à la notion d'investissement stratégique ou non pour Wafa Assurance. De ce fait, même si une société ne dépasse pas le seuil de signification, elle peut être intégrée dans le périmètre de consolidation car jugée comme activité stratégique.

Les OPCVM dédiés sont consolidés conformément à IFRS 10 qui explicite la consolidation des entités ad hoc et plus particulièrement les fonds sous contrôle exclusif. Enfin, sont exclues du périmètre de consolidation, les entités contrôlées ou sous influence notable dont les titres sont détenus en vue d'une cession à brève échéance.

1.3 Règles et méthodes d'évaluation

1.3.1. Passifs techniques

CLASSIFICATION DES CONTRATS

Les contrats dont les principes de comptabilisation et d'évaluation relèvent de la norme IFRS 4 incluent :

- Les contrats d'assurance comportant un aléa pour l'assuré. Cette catégorie recouvre les contrats de prévoyance, retraite, dommages aux biens et les contrats d'épargne en unités de compte avec garantie plancher ;

- Les contrats financiers émis par l'assureur comportant un élément de participation aux bénéfices (PB) discrétionnaire

- Les contrats financiers relevant de la norme IAS 39 correspondent aux contrats d'investissement sans participation aux bénéfices discrétionnaire : contrats d'épargne en unités de compte sans support dirham et sans garantie plancher.

Les contrats qui ne répondent pas à la définition d'un contrat d'assurance et qui ne sont pas non plus des contrats financiers relèvent :

- soit de la norme IFRS 15 s'ils correspondent à une prestation de services ;
- soit de la norme IAS 19 pour les contrats souscrits dans le cadre d'un engagement social du groupe envers ses salariés.

a. Contrats d'assurance et contrats financiers avec PB discrétionnaire

Les contrats d'assurance et les contrats financiers avec participation aux bénéfices discrétionnaire sont comptabilisés selon les principes comptables appliqués par le groupe Wafa Assurance, à l'exception des dispositions spécifiques introduites par la norme IFRS 4 et relatives à la comptabilité reflet et au test de suffisance des passifs.

Les engagements font l'objet de ce test pour vérifier si les passifs d'assurance, nets d'actifs d'assurance (participation aux bénéfices différés active, et autres actifs incorporels liés à l'assurance) sont suffisants, par comparaison avec la valeur estimée des flux de trésorerie futurs générés par les contrats d'assurance et d'investissement avec participation aux bénéfices discrétionnaire.

a.1. Contrats d'assurance

Les contrats en vertu desquels la Compagnie accepte un risque d'assurance significatif de la part d'un tiers (l'assuré) en acceptant d'indemniser l'assuré ou un autre bénéficiaire, si un événement futur incertain déterminé (l'événement assuré) a des conséquences défavorables pour le titulaire ou un autre bénéficiaire, sont classés dans la catégorie des contrats d'assurance. Un risque d'assurance se définit comme un risque autre que financier, le risque financier correspondant lui-même à un risque de variation potentielle future d'un taux d'intérêt, cours d'une valeur mobilière, cours d'une matière première, taux de change ou d'une autre variable non financière dès lors que celle-ci n'est pas spécifique à l'une des parties au contrat (il s'agirait sinon d'un risque d'assurance).

→ Les principaux risques d'assurance portent sur la mortalité, la longévité, la morbidité, l'incapacité, la santé, ou encore sur la responsabilité civile et les dommages aux biens.

a.2. Contrats financiers avec participation aux bénéfices discrétionnaire

Les contrats qui n'exposent pas l'assureur à un risque d'assurance ou l'exposent à un risque d'assurance non significatif sont classés dans la catégorie des contrats financiers lorsqu'ils créent un actif ou un passif financier.

Ils sont qualifiés de contrat financier avec participation aux bénéfices discrétionnaire dès lors qu'il existe un droit pour le titulaire d'un contrat d'obtenir en raison de dispositions contractuelles et/ou réglementaires, en supplément des éléments garantis, des bénéfices additionnels.

→ Les contrats d'investissement avec participation aux bénéfices discrétionnaire recouvrent principalement les contrats d'épargne en dirhams.

a.3. Contrats hybrides

En application des règles normatives, notamment IFRS 4, les composantes des contrats dits multi-supports émis par le groupe ne sont pas séparées et sont traitées dans le cadre des contrats d'assurance.

b. Contrats d'investissement (IAS 39)

Les contrats financiers sont évalués à l'origine à leur juste valeur. Les chargements sur primes sont comptabilisés dans le poste produits des autres activités.

Les contrats financiers en unités de compte sont valorisés ultérieurement à la juste valeur, avec comptabilisation des variations de juste valeur en résultat.

Les évaluations ultérieures des contrats d'investissement en unités monétaires sont effectuées à la juste valeur qui correspond à la valeur de rachat par le souscripteur.

COMPTABILISATION DES CONTRATS D'ASSURANCE ET DES CONTRATS D'INVESTISSEMENT COMPORTANT UNE CLAUSE DE PARTICIPATION AUX BÉNÉFICES DISCRÉTIONNAIRE

Comme l'autorise IFRS 4, les contrats d'assurance et les contrats d'investissement avec participation aux bénéfices discrétionnaire sont comptabilisés selon les principes retenus par Wafa Assurance en application des normes locales, à l'exception des dispositions spécifiques introduites par la norme IFRS 4 au titre des provisions d'égalisation, de la comptabilité reflet et du test de suffisance des passifs.

c. Passifs techniques des contrats d'assurance et des contrats financiers avec participation discrétionnaire

c.1. Assurance non-vie

Les provisions techniques des contrats d'assurance non-vie comportent :

- les provisions de sinistres, permettant de couvrir le coût total des sinistres survenus et restant à régler ;

- les provisions relatives à l'acquisition des primes (principalement les provisions pour primes non acquises), permettant de reconnaître dans le résultat d'un exercice les primes relatives aux risques réellement couverts au cours de cet exercice et donc de reporter la part des primes émises au cours de l'exercice qui concerne une période de couverture des risques postérieure à l'exercice en cours. Les provisions de sinistres résultent d'une part d'une évaluation dossier par dossier des sinistres déclarés mais non payés, et d'autre part d'une estimation des sinistres tardifs. Ces provisions sont minorées des recours. Les provisions pour sinistres tardifs (Incurred But Not Reported - IBNR) correspondent à une estimation de la charge des sinistres survenus sur l'exercice mais non encore déclarés et, le cas échéant, à une évaluation complémentaire de la provision déterminée dossier par dossier. Leur détermination résulte d'une part, de l'application de

Filiale d'Attijariwafa bank



RÉSULTATS ANNUELS 2021

méthodes statistiques déterministes sur la base de données historiques et d'autre part, de l'utilisation d'hypothèses actuarielles faisant appel aux jugements d'experts pour estimer la charge à l'ultime.

c.2. Assurance vie et contrats financiers avec participation aux bénéfices discrétionnaire

Les provisions mathématiques des contrats d'assurance vie ou des contrats financiers avec participation discrétionnaire correspondent à la différence de valeur actuelle des engagements de l'assureur et de l'assuré. Les provisions sont calculées en utilisant des méthodes actuarielles qui incluent des hypothèses portant sur les primes, la performance des actifs financiers, les taux de rachat des contrats et l'évolution des frais généraux. Dans le cas particulier des contrats en unités de compte, la valeur de l'épargne comptabilisée au passif repose sur la valeur des actifs financiers (les unités de compte) détenus en représentation des contrats. Les revalorisations des actifs et des passifs des contrats en unités de compte sont constatées en résultat où elles se neutralisent.

Lorsque les chargements sur primes, sur encours ou les prélèvements sur les produits financiers s'avèrent insuffisants pour couvrir les charges de gestion futures, Wafa Assurance enregistre une provision de gestion.

Enfin, une provision pour participation aux bénéfices est comptabilisée lorsqu'une rémunération excédant le minimum garanti est affectée, contractuellement ou réglementairement, aux assurés ou aux souscripteurs de contrats individuels ou collectifs et ne leur a pas été distribuée au cours de la période. Cette provision est, le cas échéant, complétée de la participation aux bénéfices différée qui résulte de l'application du principe de la comptabilité reflet.

d. Application de la comptabilité reflet et participation aux bénéfices différée

Les contrats d'assurance ou d'investissement avec participation aux bénéfices discrétionnaire font l'objet d'une "comptabilité reflet" (shadow accounting) conformément à l'option offerte par IFRS 4. Cette comptabilité reflet consiste à enregistrer dans un poste de participation aux bénéfices différée la part des revalorisations positives ou négatives des actifs financiers adossés à ces contrats qui, potentiellement, reviennent aux assurés.

Cette participation aux bénéfices différée est comptabilisée au passif (passifs techniques des contrats) ou à l'actif, selon les mêmes modalités que le sous-jacent : en contrepartie du résultat ou des autres éléments du résultat global.

La provision pour participation aux bénéfices différée est déterminée en appliquant aux montants des réévaluations de l'actif les taux de participation estimés sur la base des clauses de participation aux bénéfices réglementaires et contractuelles et de la politique de distribution de la compagnie.

En cas de moins-value latente nette, une participation différée active n'est enregistrée que si son imputation, par entité, sur des participations futures est fortement probable.

e. Test de suffisance des passifs

Wafa Assurance s'assure à chaque arrêté que les passifs des contrats d'assurance et des contrats d'investissement avec participation discrétionnaire comptabilisés (nets des frais d'acquisition reportés correspondants et des immobilisations incorporelles liées) sont suffisants au regard de leurs flux de trésorerie futurs estimés.

Le test de suffisance des passifs à appliquer pour cette vérification doit respecter au minimum les critères suivants définis par la norme :

- prise en compte de l'ensemble des flux de trésorerie futurs contractuels y compris les frais de gestion associés, les commissions ainsi que les options et garanties implicites de ces contrats ;
- si le test fait apparaître une insuffisance, celle-ci est intégralement provisionnée avec incidence en résultat.

En outre, lorsqu'une provision pour insuffisance de prime est comptabilisée dans les comptes locaux (provision pour risque en cours), celle-ci est conservée dans les comptes consolidés.

1.3.2. Revenus des contrats d'assurance et des contrats financiers avec participation discrétionnaire

Primes
Le chiffre d'affaires relatif aux contrats d'assurance vie et d'investissement avec participation discrétionnaire correspond aux primes des contrats en vigueur durant l'exercice, nettes d'annulation et corrigées des primes à émettre pour la part acquise à des exercices ultérieurs. Le chiffre d'affaires des contrats d'assurance non-vie correspond aux primes émises hors taxes brutes de réassurance, nettes d'annulations, de réductions et de ristournes, de la variation des primes restant à émettre et de la variation des primes à annuler. Les primes émises ajustées de la variation des provisions pour primes non acquises constituent les primes acquises.

Charges des prestations des contrats

Les charges des prestations des contrats d'assurance vie et des contrats d'investissement avec participation aux bénéfices discrétionnaire regroupent :

- l'ensemble des prestations dès lors qu'elles ont fait l'objet d'un règlement au bénéficiaire ;
- les intérêts techniques et participations aux bénéfices pouvant être inclus dans ces prestations ;
- les variations des provisions techniques ;
- l'ensemble des frais supportés dans le cadre de la gestion et du règlement des prestations.

Les charges des prestations des contrats d'assurance non-vie comprennent essentiellement les prestations et frais payés, ainsi que la variation des provisions pour sinistres à payer.

1.3.3. Placements des activités d'assurance

a. Classification

Les actifs financiers sont classés dans une des quatre catégories suivantes :

- Les actifs à la juste valeur avec comptabilisation des variations de juste valeur en résultat, qui regroupent les actifs financiers en représentation des contrats en unités de compte. Le Groupe n'a pas désigné à la première comptabilisation par option des titres à la juste valeur par résultat.
- Les actifs détenus jusqu'à l'échéance (dits HTM « Held-To-Maturity ») qui correspondent aux titres que le groupe a l'intention et la capacité de conserver jusqu'à leur remboursement ou leur échéance. Cette catégorie n'est pas utilisée par le Groupe au 31 décembre 2021.
- Les prêts et créances recouvrent les actifs financiers non dérivés avec des paiements fixes

ou déterminables qui ne sont pas cotés sur un marché actif et autres que ceux qui sont classés parmi les actifs détenus à des fins de transaction ou disponibles à la vente.

- Les actifs disponibles à la vente (dits AFS « Available-For-Sale ») sont ceux que l'entreprise n'a pas l'intention manifeste de céder mais qu'elle pourra être amenée à vendre pour répondre par exemple à des besoins de liquidité. Ils regroupent les actifs financiers qui ne sont pas classés dans les autres catégories.

b. Méthode d'évaluation

Les actifs disponibles à la vente ainsi que les actifs en juste valeur avec variation de juste valeur par résultat sont valorisés ultérieurement à la juste valeur.

La variation de juste valeur des actifs disponibles à la vente sur la période est enregistrée directement en capitaux propres en tenant compte des droits des assurés et de la fiscalité (principe de la comptabilité reflet).

La variation de juste valeur des actifs en juste valeur par résultat est constatée dans le compte de résultat en tenant compte des droits des assurés et de la fiscalité (principe de la comptabilité reflet).

Les prêts et créances et les actifs détenus jusqu'à l'échéance sont comptabilisés au coût amorti.

Le groupe Wafa Assurance distingue trois catégories d'instruments financiers :

- Catégorie 1 : instruments financiers faisant l'objet de cotations sur un marché actif
- Catégorie 2 : instruments financiers dont l'évaluation fait appel à l'utilisation de techniques de valorisation standards reposant sur des paramètres principalement observables.
- Catégorie 3 : instruments financiers dont l'évaluation fait appel à l'utilisation de techniques de valorisation reposant principalement sur des paramètres inobservables.

Les actifs financiers évalués à la juste valeur se présentent par catégorie de juste valeur comme suit :

Catégorie IAS 39	Nature d'actifs	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	31/12/2021
Actifs disponibles à la vente	Titres à revenus fixes	23 849 517			23 849 517
	Actions et autres titres à revenu variable	18 092 186	6 182 425		24 274 610
Actifs à la JV par le résultat	Placements représentant des contrats dont le risque financier est supporté par l'assuré	1 362 154			1 362 154
Total		43 303 856	6 182 425	0	49 486 281

Catégorie IAS 39	Nature d'actifs	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	31/12/2020
Actifs disponibles à la vente	Titres à revenus fixes	20 737 747			20 737 747
	Actions et autres titres à revenu variable	16 881 793	5 558 222		22 440 015
Actifs à la JV par le résultat	Placements représentant des contrats dont le risque financier est supporté par l'assuré	680 863			680 863
Total		38 300 403	5 558 222	0	43 858 625

Catégorie IAS 39	Nature d'actifs	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	01/01/2020
Actifs disponibles à la vente	Titres à revenus fixes	19 732 185			19 732 185
	Actions et autres titres à revenu variable	17 994 997	5 275 702		23 270 700
Actifs à la JV par le résultat	Placements représentant des contrats dont le risque financier est supporté par l'assuré	279 502			279 502
Total		38 006 684	5 275 702	0	43 282 386

c. Modalités de dépréciation

Les actifs financiers autres que ceux évalués à la juste valeur par résultat sont soumis à un test de dépréciation à chaque date d'arrêté des comptes.

c.1. Actifs comptabilisés au coût amorti et instruments de dette disponibles à la vente
Pour les obligations détenues jusqu'à l'échéance ou disponibles à la vente, une dépréciation fondée sur la juste valeur est enregistrée au compte de résultat s'il est probable que les flux de trésorerie ne seront pas pleinement recouverts du fait de l'existence d'une ou plusieurs indications objectives de dépréciation. Pour cela, le Groupe considère divers facteurs (occurrence d'un événement de crédit, faillite de l'entité de référence, défaut de paiement et restructuration, observation de difficultés financières significatives de la contrepartie, concessions significatives consenties au profit de l'emprunteur, etc.).

c.2. Instruments de capitaux propres disponibles à la vente
Le groupe Wafa Assurance détermine à chaque arrêté pour les instruments de capitaux propres disponibles à la vente s'il existe une indication objective de dépréciation caractérisée par :

- une moins-value latente prolongée : une juste valeur inférieure au coût d'acquisition depuis plus de 12 mois ; ou
- une moins-value latente significative : une juste valeur inférieure de plus de 30 % du coût moyen d'acquisition de l'instrument à la date d'arrêté.

Lorsqu'une telle indication objective de dépréciation est constatée, la moins-value latente cumulée comptabilisée jusqu'ici directement en capitaux propres est enregistrée automatiquement en résultat.

1.3.4. Immeubles de placement

Un immeuble de placement est un bien immobilier (terrain ou construction) détenu par le groupe pour en retirer des loyers ou pour valoriser le capital, plutôt que pour l'utiliser dans la production ou la fourniture de biens ou de services ou à des fins administratives ou le vendre dans le cadre de l'activité ordinaire.

Conformément à l'option prévue par IAS 40, le groupe a choisi le modèle d'évaluation au coût pour ses immeubles, à l'exception des immeubles supports de contrats en unités de compte, qui sont évalués à la juste valeur.

À chaque date de clôture, l'existence d'un quelconque indice montrant une perte de valeur est appréciée. L'existence d'indications de pertes de valeur conduit le groupe à estimer la valeur recouvrable de l'immeuble concerné, déterminée selon l'expertise annuelle à laquelle procède le groupe Wafa Assurance pour son patrimoine immobilier.



تأمين الوفاء
Wafa Assurance

RÉSULTATS ANNUELS 2021

PERIMETRE DE CONSOLIDATION

Entité	% de contrôle Déc-2021	Méthode de consolidation	% de contrôle Déc-2020	Méthode de consolidation	% de contrôle Déc-2019	Méthode de consolidation
Wafa Assurance	-	Mère	-	Mère	-	Mère
Wafa Ima Assistance	65%	IG	65%	IG	65%	IG
Attijari Assurance	59%	IG	59%	IG	59%	IG
Wafa Assurance vie Sénégal	100%	IG	100%	IG	100%	IG
Wafa Assurance vie Côte d'Ivoire	100%	IG	100%	IG	100%	IG
Wafa Assurance vie Cameroun	98%	IG	100%	IG	100%	IG
Wafa Assurance Non Vie Sénégal	100%	IG	100%	IG	100%	IG
Wafa Assurance Non Vie Côte d'Ivoire	100%	IG	100%	IG	100%	IG
Pro Assur S.A Cameroun	65%	IG	65%	IG	65%	IG
FCP Expansion	100%	IG	100%	IG	100%	IG
FCP Sécurité	100%	IG	100%	IG	100%	IG
FCP Optimisation	100%	IG	100%	IG	100%	IG
FCP Stratégie	100%	IG	100%	IG	100%	IG
Fructi Valeurs	100%	IG	100%	IG	100%	IG
Ste Immobilière Panorama	100%	IG	100%	IG	100%	IG

PRIMES EMISES ET PRODUITS DES AUTRES ACTIVITÉS

	Exercice 2021.12			Exercice 2020.12		
	Vie	Non-vie	Total	Vie	Non-vie	Total
Primes Emises	5 299 401	4 485 831	9 785 232	4 697 460	4 377 653	9 075 113
Produits des autres activités	58 179	27 285	85 464	42 699	8 404	51 102

RÉSULTAT NET DE PLACEMENT

	EXERCICE 2021.12	EXERCICE 2020.12
Revenus des obligations et bons	734 365	716 453
Revenus des actions et parts sociales	625 916	688 525
Revenus des prêts, avances et effets assimilés	21 055	25 558
Revenus des placements immobiliers	52 777	56 165
Autres intérêts perçus sur créances financières	10 896	8 288
Plus value de cession instruments de capitaux propres	93 724	81 144
Plus values de cession obligations et bons	34 101	899
Charges d'intérêts	-6 839	-5 214
Frais de gestion des placements	-29 431	-22 626
Dotations aux amortissements des placements immobiliers	-27 543	-27 494
Autres produits financiers	13 732	5 565
Autres charges financières	-1 645	-756
Variation de la JV des placements à la JV comptabilisée par résultat dont le risque financier est supporté par l'assuré	58 598	10 020
Surcote/décote obligations	-24 908	-12 903
Variation des dépréciations sur placements	11 530	-172 589
Total	1 566 328	1 351 036

CHARGES NETTES D'EXPLOITATION

	EXERCICE 2021.12	EXERCICE 2020.12
Consommation de matières et fournitures	-23 243	-21 600
Charges externes	-296 867	-327 465
Charge de personnel	-341 247	-365 661
Impôts et taxes	-69 287	-63 956
Dépréciation de l'actif circulant	-34 739	-481 178
Dotations aux amort. et aux provisions sur immobilisations corp. et incorporelles	-59 197	-64 700
Autres charges opérationnelles	-123 543	-13 804
Autres produits opérationnels	142 799	58 367
Total	-805 325	-1 279 996

CHARGES TECHNIQUES DES ACTIVITÉS D'ASSURANCES

	EXERCICE 2021.12			EXERCICE 2020.12		
	Vie	Non Vie	Total	Vie	Non Vie	Total
Sinistres payés	-3 968 914	-2 433 513	-6 402 427	-2 916 117	-1 892 873	-4 808 990
Variation pour sinistres à payer-Vie	-215 059	-719 413	-934 472	-110 900	-326 230	-437 131
Variation des provisions mathématiques	-634 441	4 858	-629 583	-1 047 934	7 253	-1 040 681
Variation des provisions pour frais de gestion	935		935	6 860		6 860
Variation des provisions pour participation aux bénéfices	-117 246	-1 998	-119 244	-314 735	-100	-314 835
Variation pour provisions pour PB différée	71 123		71 123	46 117		46 117
Variation de la provision pour capitalisation						
Variation de la provision pour risques en cours						
Variation des autres provisions techniques	-684 208	-5 258	-689 466	-398 658	43 107	-355 551
Total	-5 547 810	-3 155 324	-8 703 132	-4 735 368	-2 168 844	-6 904 211

PLACEMENTS FINANCIERS PAR CATEGORIE

	31/12/2021	31/12/2020	01/01/2020
Actifs disponibles à la vente			
Titres à revenus fixes	23 849 517	20 737 747	19 732 185
Actions et autres titres à revenu variable	24 274 610	22 440 015	23 270 700
Actifs à la JV par le résultat			
Placements représentant des contrats dont le risque financier est supporté par l'assuré	1 362 154	680 863	279 502
Créances financières			
Dépôts et autres créances financières	1 062 132	1 387 234	182 902
Total	50 548 413	45 245 860	43 465 288

AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

	31/12/2021	31/12/2020	01/01/2020
Valeur des portefeuilles des contrats de sociétés d'assurance acquis	0	0	0
Autres immobilisations incorporelles	338 009	286 148	246 585
Total Brut	338 009	286 148	246 585
Amortissement des valeurs des portefeuilles des contrats de sociétés d'assurance			
Amortissement des autres immobilisations incorporelles	-219 895	-183 819	-152 086
Total Amortissement	-219 895	-183 819	-152 086
Total Net	118 114	102 329	94 499

IMMEUBLES DE PLACEMENT

	31/12/2021	31/12/2020	01/01/2020
Terrains	468 830	469 707	488 214
Constructions	643 526	642 859	641 518
Autres placements immobiliers	150 814	814	811
Total Brut	1 263 170	1 113 380	1 130 542
Amortissements/ dépréciations des constructions	-339 386	-312 039	-284 580
Amortissements/dépréciations des autres placements immobiliers	-220	-220	-220
Total Amortissement	-339 606	-312 259	-284 800
Total net immobilier de placement	923 564	801 121	845 743

IMPOT DIFFERE

	31/12/2021	31/12/2020	01/01/2020
Impôts différés actifs - En KMAD			
Impôts sur les instruments financiers	240 227	192 559	191 514
Impôts sur les immeubles de placement	12 208	11 491	6 624
Impôts sur les avantages au personnel	15 289	15 148	14 073
Impôts sur les immobilisations incorporelles	10 583	13 119	8 475
Impôts sur les contrats de locations	207	192	104
Impôts sur les provisions pour risques et charges	90 800	66 382	88 542
Impôts sur les contrats d'assurances	494 349	208 489	159 966
Compensation Actif- Passif	-849 338	-429 527	-381 915
Total	14 325	77 852	87 383

	31/12/2021	31/12/2020	01/01/2020
Impôts différés passifs - En KMAD			
Impôts sur les instruments financiers	1 180 612	686 187	1 152 512
Impôts sur les immeubles de placement	27 424	27 424	27 424
Impôts sur les différences temporaires en social	606 774	352 329	318 521
Impôts sur les immobilisations corporelles	15 530	15 543	15 667
Impôts sur les provisions pour risques et charges	947	681	5
Impôts sur les contrats d'assurance	343 509	160 299	152 293
Compensation Actif- Passif	-849 338	-429 527	-381 915
Total	1 325 458	812 935	1 284 507

CRÉANCES RELATIVES AUX CONTRATS D'ASSURANCE ET DE RÉASSURANCE

	Exercice 2021.12			Exercice 2020.12			Exercice 2020.01		
	Brut	Dépréciation	Net	Brut	Dépréciation	Net	Brut	Dépréciation	Net
Créances relatives aux contrats d'assurance et de réassurance - En KMAD									
Primes acquises non émises	840 090		840 090	842 506		842 506	838 677		838 677
Comptes courants avec d'autres compagnies d'assurance	10 375		10 375	6 682		6 682	3 932		3 932
Créances sur des assurés	1 659 808	-1 181 306	478 502	1 970 819	-1 361 955	608 864	1 713 611	-1 000 619	712 993
Créances sur des courtiers et agents généraux relatives à des opérations d'assurance directes ou d'acceptations	1 094 302	-256 419	837 883	1 033 391	-83 794	949 597	724 018		724 018
Cessionnaires et comptes rattachés débiteurs	187 834		187 834	94 058		94 058	128 852		128 852
Autres producteurs débiteurs	39 019	-7 801	31 218	35 492	-14 442	21 050	18 856	-13 796	5 060
Autres créditeurs									
Total	3 831 429	-1 445 526	2 385 903	3 982 948	-1 460 191	2 522 757	3 427 946	-1 014 415	2 413 531

DETTES RELATIVES AUX CONTRATS D'ASSURANCE ET DE RÉASSURANCE

	31/12/2021	31/12/2020	01/01/2020
Dettes relatives aux contrats d'assurance et de réassurance			
Comptes courants créditeurs avec d'autres compagnies	100 883	16 556	7 799
Dettes envers les assurés	14 119	34 767	6 918
Dettes sur des courtiers et agents généraux relatives à des opérations d'assurance directe ou d'acceptations	770 103	990 436	801 014
Dettes sur des réassureurs relatives à des opérations d'assurance directe ou d'acceptations	677 274	594 146	386 248
Primes à annuler	16 826	25 002	47 231
Autres créditeurs			
Total	1 579 205	1 660 906	1 249 210

PART DES CESSIONNAIRES ET RETROCESSIONNAIRES DANS LES PASSIFS RELATIFS AUX CONTRATS D'ASSURANCE ET FINANCIERS

	31/12/2021	31/12/2020	01/01/2020
Part des cessionnaires et récessionnaires dans les passifs relatifs aux contrats d'assurance et financiers - En KMAD			
Part des réassureurs dans les provisions d'assurance Non Vie			
Provisions pour primes non acquises	273 224	179 619	143 241
Provisions pour sinistres à payer	40 615	24 256	22 996
Autres provisions techniques	454 255	457 582	453 371
Total	768 093	661 457	619 608
Part des réassureurs dans les provisions d'assurance Vie			
Provisions pour sinistres à payer	1 381 603	1 205 858	1 315 260
Autres provisions techniques	7 616	6 332	17 190
Total	1 389 219	1 212 190	1 332 450
Total part des cessionnaires et récessionnaires dans les passifs relatifs aux contrats d'assurance et financiers	2 157 312	1 873 647	1 952 058

PROVISIONS TECHNIQUES RELATIVES AUX CONTRATS D'ASSURANCE

	31/12/2021	31/12/2020	01/01/2020
Provisions mathématiques	27 073 822	25 887 284	24 470 754
Provisions pour sinistres à payer	10 370 399	9 434 239	9 003 246
Provisions pour frais de gestion de sinistres	59 279	59 647	65 332
Provisions pour primes non acquises	1 018 575	913 864	867 349
Provisions pour participations aux bénéfices	803 643	689 611	375 529
Autres provisions techniques	31 911	25 922	69 758
Total	39 357 630	37 010 568	34 851 968

Filiale d'Attijariwafa bank



تأمين الوفاء
Wafa Assurance

RÉSULTATS ANNUELS 2021

INFORMATIONS SECTORIELLES PAR SECTEUR D'ACTIVITÉS

	EXERCICE 2021.12				EXERCICE 2020.12			
	Assurance	Assistance	Autres activités	Total	Assurance	Assistance	Autres activités	Total
Chiffre d'affaires	9 530 857	254 375		9 785 232	8 845 494	229 619		9 075 113
Résultat opérationnel	431 222	59 453	-5 874	484 802	654 418	57 243	-6 470	705 191
Impôts sur les sociétés	-91 807	-29 369		-121 176	-236 186	-28 273	-92	-264 551
Capitaux propres	9 040 533	66 451	87 792	9 194 776	8 051 454	61 096	93 669	8 206 219
Résultat net part du groupe	420 137	9 777	-5 874	424 041	446 103	9 426	-2 409	453 120
Dettes de financements	8 527	10 479	110	19 116	8 695	10 479	110	19 284
Placements	50 894 334	416 397	161 247	51 471 978	45 500 109	385 628	161 247	46 046 981
Actifs incorporels	116 354	1 360	400	118 114	99 968	1 961	400	102 329
Actifs corporels	146 342	23 959	5 401	175 702	153 848	23 294	6 233	183 375
Autres actifs non courants	18 982	0	0	18 982	89 331	0	0	89 331
Total Actif	58 829 253	536 483	209 364	59 575 100	53 331 933	510 841	217 923	54 060 697

INFORMATIONS SECTORIELLES PAR SECTEUR D'ACTIVITÉS PAR PAYS

	EXERCICE 2021.12					Total	EXERCICE 2020.12					Total
	MAROC	TUNISIE	CAMEROUN	COTE D'IVOIRE	SENEGAL		MAROC	TUNISIE	CAMEROUN	COTE D'IVOIRE	SENEGAL	
Chiffre d'affaires	8 656 128	431 090	142 264	286 405	269 346	9 785 232	8 155 090	341 361	116 122	252 130	210 411	9 075 113
Résultat opérationnel	408 708	45 062	-7 672	27 666	11 038	484 802	630 911	39 391	3 048	13 109	18 732	705 191
Impôts sur les sociétés	-103 795	-11 551	-3 111	-2 558	-162	-121 176	-246 590	-7 542	-2 516	-1 852	-6 052	-264 551
Capitaux propres	8 775 213	56 223	110 942	127 187	125 210	9 194 776	7 835 647	42 697	102 818	109 152	115 905	8 206 219
Résultat net part du groupe	380 991	15 549	-5 884	22 845	10 539	424 041	414 847	13 911	1 772	10 586	12 004	453 120
Dettes de financements	19 058	58				19 116	19 058					19 284
Placements	48 455 822	1 700 279	268 487	547 277	500 113	51 471 978	43 613 214	1 355 749	247 004	395 504	435 510	46 046 981
Actifs incorporels	113 431	1 423	521	357	2 382	118 114	98 759	266	801	565	1 939	102 329
Actifs corporels	166 155	636	1 724	5 247	1 940	175 702	176 100	1 111	1 673	2 540	1 951	183 375
Autres actifs non courants	13 506	5 477	0	0	0	18 982	77 523	11 479	-8		338	89 331
Total Actif	55 460 857	1 940 203	610 927	787 971	775 142	59 575 100	50 638 769	1 618 575	504 716	620 263	678 375	54 060 697

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES – COMPTES CONSOLIDÉS



Building a better working world
37, Bd Abdellatif Ben Kaddour
29 050 Casablanca
Maroc



Bd Sidi Mohammed Senaboullah
Bâtiment C – Tour Ivoire 3 – 3ième étage
La Marina – Casablanca
Maroc

Aux actionnaires de la société
Wafa Assurance SA
1, Bd. Abdelmoumen
Casablanca

RAPPORT D'AUDIT SUR LES ETATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE DU 1^{er} JANVIER AU 31 DECEMBRE 2021

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la société Wafa Assurance S.A. et de ses filiales (le « groupe Wafa Assurance »), qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2021, ainsi que de sa performance financière consolidée et de ses variations des capitaux propres et le tableau consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes annexes, y compris un résumé des principales méthodes comptables. Ces états financiers consolidés font ressortir un montant de capitaux propres consolidés de MMAD 9 416 752 dont un bénéfice net consolidé de MMAD 456 764. Ces états ont été arrêtés par le Conseil d'Administration le 14 Mars 2022 dans un contexte évolutif de la crise sanitaire de la pandémie de Covid-19, sur la base des éléments disponibles à cette date.

Nous certifions que les états financiers consolidés cités au premier paragraphe ci-dessus, sont réguliers et sincères et donnent dans tous leurs aspects significatifs une image fidèle de la situation financière consolidée du groupe conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers consolidés au Maroc et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit selon les Normes de la Profession au Maroc. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants du groupe conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers consolidés au Maroc et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Questions clés de l'audit

Les questions clés de l'audit sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes dans l'audit des états financiers consolidés de la période considérée. Ces questions ont été traitées dans le contexte de notre audit des états financiers consolidés pris dans leur ensemble et aux fins de la formation de notre opinion sur ceux-ci, et nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces questions.

Questions clés identifiées	Notre réponse
Évaluation des provisions pour sinistres en assurance Non-Vie : Les provisions pour sinistres à payer Non-Vie, figurent au bilan pour un montant de MMAD 9.500. Elles correspondent aux prestations survenues non payées, et intègrent également une estimation des prestations non connues ou tardives (BNR) ainsi que des compléments déterminés de manière réglementaire ou actuarielle le cas échéant. Comme indiqué niveau de la note « 1.3.8 passifs techniques », ces provisions sont régies par un ensemble de dispositions réglementaires définissant notamment les règles et paramètres d'évaluations inhérentes à chaque branche tel que l'utilisation de l'évaluation maximale résultant de la méthode de la cadence des règlements, de l'estimation au coût moyen des dossiers clôturés et de l'estimation dossier par dossier augmenté des IBNR. Cette estimation des provisions s'appuie sur des données historiques faisant l'objet de projection de sinistres non connus, en utilisant des méthodes réglementaires et actuarielles comme précité, et elle requiert notamment l'exercice du jugement de la compagnie dans le choix de certains paramètres et l'hypothèse à retenir dans l'estimation du coût des sinistres ouverts. Compte tenu du montant significatif des provisions techniques des contrats d'assurance Non-Vie dans le bilan de la société, et de l'importance du jugement exercé par la Direction, nous avons considéré l'évaluation de ces provisions comme un point clé de notre audit.	Nos travaux d'audit ont principalement consisté à : • Mettre à jour notre connaissance du dispositif de contrôle interne lié à la gestion des sinistres et tester par sondage les contrôles clés identifiés ; • Tester, par sondage, la fiabilité des états produits par la compagnie en matière d'intégrité des données produites et utilisées pour estimer les provisions pour sinistres ; • Examiner la pertinence des méthodes statistiques utilisées ainsi que des hypothèses retenues au regard de la réglementation applicable ; • Tester le calcul des provisions techniques en appliquant les méthodes réglementaires telles que définies pour chaque branche par le régulateur ; • Examiner le rapport de l'actuaire externe sur le test de suffisance des passifs (Liability Adequacy Test) conformément à la norme IFRS 4 et notamment la pertinence des méthodes utilisées et des conclusions remontées ; • Réaliser des procédures analytiques (telles que le suivi de l'évolution des ratios de sinistralité) sur les évolutions significatives de l'exercice ; • Analyser la liquidation des provisions comptabilisées à la clôture précédente au regard des charges réelles intervenues ultérieurement.

Questions clés identifiées	Notre réponse
Évaluation des provisions pour sinistres en assurance Vie : Le montant des provisions techniques Vie s'élève à MMAD 28.004 au 31 décembre 2021 dont MMAD 26.513 au titre des contrats d'épargne et de capitalisation et MMAD 1.491 au titre des contrats décès. Comme indiqué au niveau de la note « 1.3.8 passifs techniques », ces provisions mathématiques, représentent la différence entre les valeurs actuelles des engagements respectivement pris par l'assureur et ceux pris par les assurés. Elles sont régies par un ensemble de dispositions réglementaires définissant notamment les règles et paramètres d'évaluations inhérentes à chaque branche. Compte tenu du montant significatif de ces provisions mathématiques dans le bilan au 31 décembre 2021 et de la part de jugement dans l'estimation des provisions, nous avons considéré ce poste comme un point clé de l'audit.	Nos travaux d'audit ont principalement consisté à : • Mettre à jour notre connaissance du dispositif de contrôle interne relatif aux processus de gestion des souscriptions et des prestations Vie et tester par sondage les contrôles clés identifiés ; • Procéder au rapprochement des données de gestion avec la comptabilité ; • Mettre en œuvre des procédures visant à tester par sondage la fiabilité des données servant de base aux estimations ; • Tester par sondage le calcul des provisions mathématiques et leur conformité à la réglementation ; • Examiner le rapport de l'actuaire externe sur le test de suffisance des passifs (Liability Adequacy Test) conformément à la norme IFRS 4 et notamment la pertinence des méthodes utilisées et des conclusions remontées ; • Réaliser des procédures analytiques afin d'identifier et d'analyser toute variation inhabituelle et ou inattendue significative.

Questions clés identifiées	Notre réponse
Valorisation des actions non cotées et des placements immobiliers : Les valeurs nettes comptables à l'actif de votre bilan des titres des actions non cotées et placements immobiliers s'élevaient respectivement à MMAD 6.182 et MMAD 924 au 31 décembre 2021. Comme indiqué au niveau de la note « 1.3.5 Placements des activités d'assurance », ces actifs sont comptabilisés selon la norme IAS 39. Ces actifs doivent être évalués à chaque clôture afin de refléter leur valeur de marché. Les profits et pertes résultant des variations de juste valeur doivent être comptabilisés en capitaux propres. Ces actifs sont difficiles à valoriser compte tenu du fait que leur valeur de marché n'est pas facilement identifiable ou en l'absence de valeur de marché, et leur évaluation fait donc appel au jugement professionnel pour les méthodes et hypothèses utilisées. L'importance de ces actifs dans le bilan de la société et le degré élevé de jugement nécessaire à leur évaluation, nous ont conduit à les considérer comme un point clé de l'audit.	Afin d'apprécier le caractère raisonnable des évaluations retenues pour les différentes natures d'actifs non cotés, et des éventuelles dépréciations qui pourraient en résulter, nous avons notamment mis en œuvre les diligences suivantes : • Nous avons évalué et testé la conception et l'efficacité des contrôles clés sur les méthodes de valorisation ; • Nous avons apprécié les méthodologies retenues pour valoriser les actifs non cotés ; • Nous avons apprécié la pertinence des hypothèses utilisées pour ces valorisations par rapport aux pratiques de marché ; • Nous avons procédé au rapprochement avec les valorisations externes disponibles, notamment pour les actifs immobiliers (immeubles et parts de sociétés immobilières) ; • Nous avons analysé la cohérence de l'évolution des valorisations par rapport à la clôture précédente et par rapport au contexte économique global ; • Nous avons vérifié le calcul des éventuelles dépréciations nécessaires.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés
La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux IFRS, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité du groupe à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions se rapportant à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la Direction a l'intention de liquider le groupe ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière du groupe.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes de la profession au Maroc permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes de la profession au Maroc, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du groupe ;
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière ;
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité du groupe à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener le groupe à cesser son exploitation ;
- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle ;
- Nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant les informations financières des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe. Nous assumons l'entière responsabilité de l'opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et des constatations importantes, y compris toute déviation importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Casablanca, le 15 avril 2022

Les Commissaires aux Comptes

ERNST & YOUNG



Abdeshim BERRADA ALLAM
Associé

DELOITTE AUDIT



Sakina BENSOUDA-KORACHI
Associée

Filiale d'Attijariwafa bank